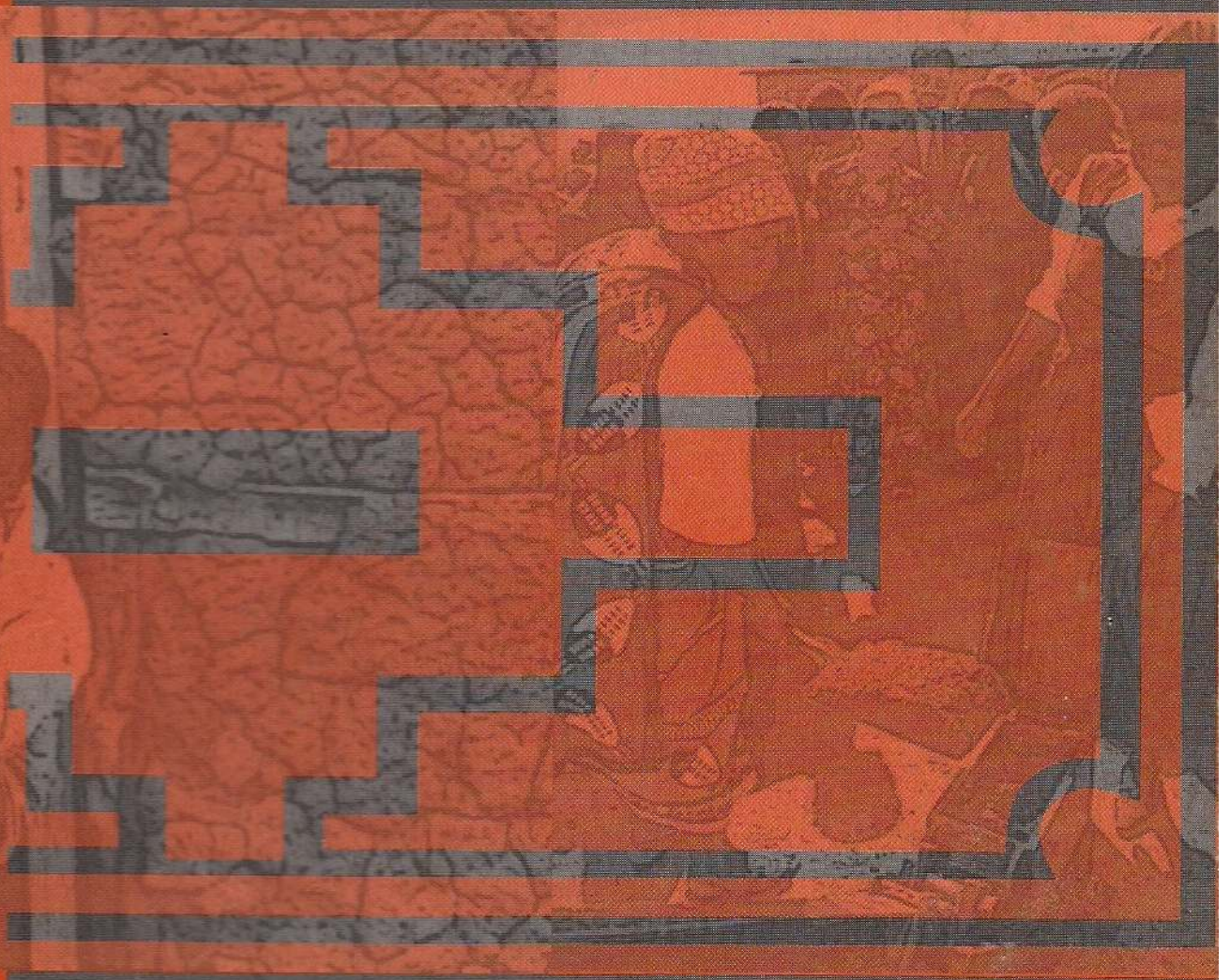


Des Lézardes dans l'Édifice

Perspectives de Critiques Féministes
Africaines sur les Femmes et l'Art de Gouverner



DAWN — Alternatives de Développement avec les
Femmes pour l'Ère Nouvelle
Rédaction : Vivienne Taylor assistée de Anne Mager
et de Paula Cardoso

Restructuration Politique et Transformation Sociale

Rapport de la Réunion de Recherche Régionale Afrique

Cape Town 29–30 novembre 1999

Des Lézardes dans l'Édifice:

**Perspectives de Critiques Féministes
Africaines sur les Femmes et l'Art de
Gouverner**

DAWN

Alternatives de Développement
avec les Femmes pour l'Ère Nouvelle

DAWN
Université de South Pacific
BP 1168
Suva, Îles Fidji

DAWN est un réseau féministe international couvrant tout l'Hémisphère Sud, engagé dans la promotion de perspectives critiques sur les alternatives de développement pour une parité des genres.

Publié par SADEP, Université du Cap, Private Bag, Rondebosch, 7701
Cape Town, Afrique du Sud.

Première édition : 2000

ISBN: 0-7992-2014-0

Texte, design de la couverture et mise en page : Page Arts, Cape Town

Imprimé par RSA Litho

Rédaction : Vivienne Taylor assistée de Anne Mager et de Paula Cardoso

Photos de couverture autorisées par UNICEF, de même que les photos paraissant aux pages : 1, 7, 12, 14, 16, 18, 22, 33, 34, 37, 42, 45, 48, 50 et 54.

Traduction française: Eliane de Saint-Martin

Table des matières

Tributs et remerciements	iii	
Liste des abréviations	iv	
Sommaire	1	
1	Bienvenue et introduction	4
1.1	Bienvenue – Bene Mdaunagu et Fatou Sow (coordinatrices régionales DAWN pour l'Afrique)	4
1.2	Introduction	5
2	Le projet de restructuration politique et de transformation sociale : Historique et objectifs de recherche	7
2.1	Historique – Claire Slatter (Coordinatrice Générale DAWN)	7
2.2	Objectifs de recherche – Vivienne Taylor (Coordinatrice de recherche DAWN PR&ST, Afrique du Sud)	9
3	Le cadre émergent de PR&ST – Vivienne Taylor	13
4	Politiques et pouvoir	28
4.1	Réflexions préliminaires sur genre, politiques et pouvoir dans les contextes africains – Amina Mama (Nigéria)	28
4.2	Genre, politiques et pouvoir dans les contextes africains – Aminata Diaw (Sénégal)	32
4.3	Discussion : Politique et pouvoir	34

5	Institutionnalisation	36
5.1	Institutionnalisation du genre en Afrique – Charmaine Pereira (Nigéria)	36
5.2	Discussion : Institutionnalisation	38
6	Le mouvement féministe et l'état	40
6.1	Institutionnalisation du genre : Examen des stratégies de l'état pour une égalité des genres – Shireen Hassim (Afrique du Sud)	40
6.2	La société civile et l'état : Le changement de nature des organisations de femmes au cours de la décennie 1990 – Sheila Meintjes (Afrique du Sud)	44
6.3	Mouvements sociaux, mouvements de femmes et l'état dans le contexte africain – N'Dri Thérèse Assie-Lumumba (Côte d'Ivoire)	46
6.4	Discussion : Les mouvements féministes et l'état	49
7	La mondialisation et l'état	53
7.1	La mondialisation et l'état – Lindsey Collen-Seegonin (Île Maurice)	53
7.2	Discussion : Mondialisation et l'État	57
8	Tendances régionales, regard sur l'avenir et conclusion	62
8.1	Les tendances régionales	62
8.2	Regard sur l'avenir	67
8.3	Conclusion – Vivienne Taylor, Coordinatrice DAWN RP&TS	69
	Appendice : Coordonnées des participantes	71

Tributs et remerciements

De nombreuses personnes et organisations ont participé à la réunion de DAWN sur Restructuration Politique et Transformation Sociale Afrique (PR&ST). Mentionnons en particulier ceux qui ont joué un rôle déterminant dans l'accomplissement de cet aspect du processus de recherche.

Citons parmi eux::

La Fondation Heinrich Boll à laquelle nous adressons toute notre gratitude pour l'aide financière qu'elle a apportée à l'ensemble du projet de recherche PR&ST ainsi qu'à l'atelier régional PR&ST Afrique, en particulier.

Bene Madunagu et Fatou Sow, pour leur soutien et leur participation au processus PR&ST, et en particulier dans le domaine de l'identification des chercheurs.

Tous les chercheurs et toutes celles qui ont assisté à la réunion, pour leur participation, leurs excellentes contributions et leurs analyses critiques.

Le secrétariat et le bureau central de DAWN, et en particulier Claire Slatter, Kushma Ram et Sharan Sindhu Lateef pour la qualité du travail qu'ils ont accompli.

SADEP (Southern African Development Education and Policy Research Unit), African Gender Institute et le Département du Développement Social de l'Université du Cap, pour le soutien qu'ils nous ont apporté.

Anne Mager, que nous remercions d'avoir fourni la documentation pour la réunion. Nos remerciements vont également à Paula Cardoso pour son rôle dans la coordination du processus ainsi que pour avoir travaillé avec Anne Mager à la rédaction définitive du rapport.

DAWN remercie également Fiona Adams, de Page Arts, pour la mise en page et la publication du manuscrit, ainsi qu'Eliane de Saint-Martin pour la traduction française.

Vivienne Taylor



Liste des abréviations

AAWORD	Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement
ANC	Congrès National Africain
ANCWL	Ligue des Femmes de l'ANC
CEDAW	Convention pour l'Élimination de toutes formes de Discrimination contre les Femmes
CGE	Commission pour la Parité des Genres
DAWN	Alternatives de Développement avec les Femmes pour l'Ère Nouvelle
GAD	Genre et Développement
GATT	Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce
IDASA	Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud
FMI	Fonds Monétaire International
MAI	Accord Multilatéral sur les Investissements
MNC	Société Multinationale
ONG	Organisation non gouvernementale
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
OECD	Organisation de la Coopération Economique et du Développement
OSW	Bureau du Statut des Femmes
PRS	Restructuration Politique et Transformation Sociale
SADCC	Conférence pour la Coordination du Développement de l'Afrique Australe
SAP	Programme d'Ajustement Structurel
STN	Société transnationale
OUN	Organisation des Nations Unies

UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WBB	Banque Mondiale
WID	Femmes dans le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
WNC	Coalition Nationale des Femmes
WSSD	Sommet Mondial du Développement Social
OM	Organisation Mondiale du Travail


Sommaire

La Réunion Régionale Africaine qui s'est tenue à Cape Town, Afrique du Sud, les 29 et 30 novembre 1999, était la troisième d'une série de réunions régionales en rapport avec le centre d'intérêt de DAWN sur la Restructuration Politique et la Transformation Sociale (PR&ST).

L'initiative PR&ST de DAWN, coordonnée par Vivienne Taylor d'Afrique du Sud, a été lancée en 1996. Le but du projet PR&ST est de donner la possibilité aux chercheurs, analystes et militantes féministes de se réunir pour s'élever contre le courant dominant des méthodes de gouvernement et des idées de réforme politique qui ont émergé dans le contexte de la mondialisation économique. L'objectif de la critique est d'exposer les dimensions politiques de la mondialisation économique, et de donner aux étudiantes et aux militantes féministes les compétences qui leur permettront d'utiliser les outils analytiques développés au cours des recherches et des analyses.

La Réunion Régionale Africaine a réuni des déléguées du Sénégal, du Cameroun, du Ghana, du Nigéria, de Côte d'Ivoire, de Tanzanie, de Palestine, d'Afrique du Sud et de l'Île Maurice. La réunion s'est articulée autour de quatre thèmes principaux se rattachant au domaine de la Restructuration Politique et de la Transformation





Sociale, à savoir : “Politique et Pouvoir”, “Institutionnalisation des Politiques des Femmes”, “Les Mouvements Sociaux, le Mouvement Féministe et l’État”, et “La Mondialisation et l’État”. Vivienne Taylor, coordinatrice de DAWN PR&ST, a présenté un papier sur la position de PR&ST, et a indiqué les grandes lignes des objectifs de recherche. Des déléguées d’Afrique anglophone et francophone ont présenté des papiers sur les principaux thèmes. Ces présentations ont donné lieu à d’intenses discussions embrassant continuités et discontinuités à travers la région, et donnant aux participantes la possibilité d’identifier problèmes-clés et stratégies dans les domaines PR&ST. La réunion s’est terminée par une session qui a permis d’identifier les principales tendances émergeant des recherches et de la discussion. La structure de ce rapport suit le développement de la réunion.

Les résultats complets des recherches et analyses sont développés dans le rapport, et sont brièvement résumés ici. Les participantes étaient de l’opinion que malgré les énormes difficultés que présentait le caractère de l’état, dans la plupart des pays africains, l’état n’en restait pas moins un site important de combat. Des instruments internationaux tels que CEDAW et Beijing sont d’importants moyens de transformation sociale, bien que l’état tente d’émousser leur efficacité. Les participantes ont fait remarquer que les activités de pression ne se limitaient pas à entamer des pourparlers avec l’état, mais exigeaient aussi que les idées soient rapportées aux sections locales. Le processus institutionnel de pression s’articule sur trois éléments essentiels comprenant des stratégies de confrontation, de réforme, de sollicitation de l’état et de conversation avec les gens.

Alors que l’éradication de la pauvreté, l’éducation et les services sociaux ont subi des pertes dans le contexte de la mondialisation et des Politiques d’Ajustement Structurel, ces domaines restent des centres d’intérêt de première importance pour les recherches et plaidoyers féministes. Les participantes pensent qu’il ne faut pas présenter les Africaines uniquement sous les traits de victimes de ces procédures, mais qu’il convient de les décrire également comme des agents actifs engagés dans le développement de stratégies de survie, aussi bien à titre individuel qu’à travers des initiatives organisationnelles.

Les participantes ont identifié de nombreux exemples de divergence entre les idées hégémoniques occidentales sur la manière de gouverner et certaines idées féministes occidentales des rôle du genre, d’une part, et les spécificités africaines, d’autre part. Elles ont insisté sur la nécessité d’entreprendre davantage de recherches et d’analyses de façon à créer un modèle de développement qui puisse promouvoir des stratégies politiques et des actions qui tiennent compte des perspectives et des réalités des femmes les plus pauvres et les plus vulnérables du continent africain et autres régions du Sud.

Les idées résultant de la discussion et des présentations qui ont été faites lors de la réunion régionale africaine seront présentées à la réunion inter-régionale de DAWN qui se tiendra dans la première partie de l’an 2000. A cette occasion, les déléguées africaines pourront rencontrer des déléguées des régions d’Amérique Latine, d’Asie Méridionale, d’Asie du Sud-Est et des Caraïbes, et

travailler sur un document de discussion de base commun sur PR&ST dans le contexte de la mondialisation. Le document présentera les perspectives des femmes du Sud.

Dawn présentera ce document de discussion lors de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le rapport quinquennal du Sommet Mondial sur le Développement Social (WSSD + 5), qui se tiendra à Genève en juin 2000.

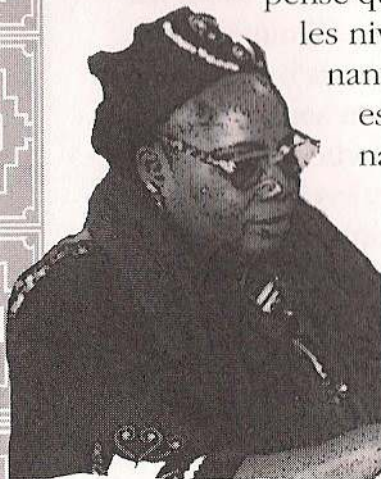
1 Bienvenue et introduction

1.1 Bienvenue

Bene Madunagu et Fatou Sow (coordinatrices régionales DAWN pour l'Afrique anglophone et francophone) souhaitent la bienvenue aux participantes, aux donateurs et aux assistants.

Fatou Sow souhaite la bienvenue à toutes les participantes du continent africain, ainsi qu'à Claire Slatter du bureau central DAWN à Fidji. Au nom de l'Afrique francophone, Fatou Sow insiste sur l'importance de surmonter l'obstacle de la division linguistique, et invite tout le monde à participer à une fructueuse discussion.

Bene Madunago place la réunion régionale d'Afrique dans le contexte du point de vue de DAWN basé sur une alternative de développement fondée sur l'expérience des femmes plutôt que sur celle du courant dominant. DAWN pense que c'est par un processus de sensibilisation des femmes à tous les niveaux que nous trouverons un espace dans le courant dominant du processus de stratégie politique et de gouvernance. Cet espace nous permettra de remodeler le courant mâle dominant.



Nous devons nous assurer que les slogans qui déclarent vouloir soulager la pauvreté ne finissent pas, en réalité, par l'exacerber. Dans l'arène de l'institutionnalisation, prenons garde au risque de marginalisation. Il nous faut prendre conscience en particulier du fait que la création de ministères séparés destinés aux femmes tend à écarter les femmes des questions générales, et que les tables séparées au sein des ministères produisent un secteur de

division pour les femmes. Au niveau international, les femmes sont aussi tenues en marge. Les femmes de présidents qui prétendent représenter les femmes sont en train de devenir une structure globale de "Premières Dames" pour l'Afrique. Aux conférences des Nations Unies il y a toujours davantage d'hommes que de femmes, et, aussi bien avant qu'après Beijing, ce sont toujours des hommes qui parlent au nom des femmes.

En Afrique, les structures qui continuent d'opprimer les femmes sont restées en place parce qu'elles sont censées être culturelles. Cependant, les structures qui sous-tendent le pouvoir des hommes ont changé de façon telle qu'elles perpétuent ce pouvoir. Les trésoreries nationales sont utilisées par les hommes pour accéder au pouvoir. Si c'est cela que les puissances occidentales appellent démocratie, dans une perspective africaine il en est tout autrement.

Par contraste avec ces tendances du courant dominant, DAWN entend réaliser une authentique représentation mondiale des femmes du Sud. L'objectif de la réunion régionale africaine qui se déroule dans le cadre du projet DAWN PR&ST, est de créer un espace qui permette aux femmes de s'insérer dans le processus de transformation en cours. DAWN réunit en une communauté les personnes et les processus qui nous lient à travers les régions du Sud.

Ensuite, chaque participante s'est présentée, et a esquissé un profile du contexte national et local dont elle vient.

1.2 Introduction

La réunion de recherche féministe africaine sur la Restructuration Politique et la Transformation Sociale (PR&ST) qui s'est tenue à Cape Town les 29 et 30 novembre 1999 était la troisième d'une série de réunions DAWN centrées sur une analyse globale de PR&ST. Les ateliers et le processus de recherche sur lesquels elles sont basées ont été coordonnés par la coordinatrice de DAWN des recherches pour PR&ST, Vivienne Taylor, Directrice de SADEP (South African Development Education and Policy Research Unit), du Département du Développement Social de l'Université du Cap (Afrique du Sud).

L'objectif des ateliers de recherche est de réunir un noyau de penseurs, militantes et avocates féministes dans chacune des quatre régions comprenant l'Asie du Sud-Est, l'Asie Méridionale, les Pays des Îles du Pacifique, l'Afrique, l'Amérique Latine et les Caraïbes. Ces ateliers des régions Sud seront suivies d'une réunion inter-régionale de recherche destinée à rassembler les différentes perspectives sur les questions de gouvernance mondiale et de son impact sur les états nationaux et sur les femmes. Le projet PR&ST se propose de produire une analyse féministe Sud de PR&ST qui formera un document d'information de base à débattre et à diffuser au Sommet Mondial sur le Développement Social + 5 en 2000.

L'atelier PR&ST de DAWN pour la région africaine de Cape Town faisait partie du projet, et s'est concentré sur quatre thèmes PR&ST apparentés, à savoir :

- Les Politiques et le Pouvoir
- L'Institutionnalisation des Politiques des Femmes
- Le Mouvement Féministe et l'État
- La Mondialisation et l'État

Chaque fois que cela a été possible, les présentations sur chacun des thèmes se sont déroulées dans des perspectives francophones et anglophones, ce qui signifie que dans la plupart des cas, il y a eu plus d'une présentation par thème. Une telle structure a engendré de riches discussions sur les continuités et discontinuités à travers la région.

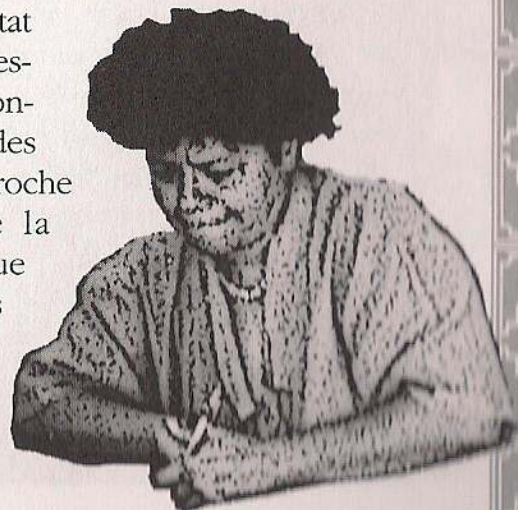
2 Le projet de restructuration politique et de transformation sociale : Historique et objectifs de recherche

2.1 Historique

Claire Slatter (Coordinatrice Générale DAWN, Fiji)

Dawn, qui est une organisation de militantes féministes et d'universitaires fondée en 1984, cherche à développer une perspective féministe critique sur les alternatives de développements, et une critique systématique du modèle dominant de croissance de développement. Lorsque, en 1996, DAWN adopta le thème PR&ST comme objet de recherche, l'idée première était d'étudier l'impact de la mondialisation de l'économie et des changements de l'ordre économique sur le rôle de l'état et sa capacité à respecter une justice de parité hommes-femmes. Ce thème était intimement lié à l'analyse continue de DAWN sur la mondialisation, objet central des travaux de DAWN. On a eu le sentiment qu'une approche plus pointue des dimensions politiques de la restructuration de l'économie mondiale était devenue nécessaire pour comprendre les rapports complexes existant entre les systèmes de gouvernance et la mondialisation économique.

Le discrédit du développement géré par l'état qui a accompagné l'effondrement des régimes



socialistes, ainsi que la montée sur la scène mondiale d'économies néo-libérales ont eu un impact significatif sur l'institution de l'état. La promotion par la Banque Mondiale d'un état "bien disposé envers le marché" qui faciliterait la transition vers une croissance et une richesse engendrées par le secteur privé, (à l'image, jusqu'en 1997, des Tigres de l'Asie du Sud-Est), accompagnait ses recommandations de lignes de conduite économiques. Ces lignes de conduite étaient conçues pour diminuer l'intervention de l'état, le déposséder de ses biens et de ses parts de revenu sur les gains, et éroder sa capacité à fournir des services sociaux. Les discours de la dominante Banque Mondiale sur "la gouvernance", la "responsabilité financière", et "la transparence", qui sont apparus en 1993/4, en sont venus à viser les excès financiers des leaders politiques (corruption), les principes fondamentaux qui sont la base de l'équilibre des budgets, l'efficacité administrative et la responsabilité financière – tous éléments d'une restructuration économique.

Aujourd'hui les tenants du libre échange font usage de la notion de "transparence" pour faciliter l'accès des firmes étrangères à des contrats commissionnés par les gouvernements nationaux. Ceci est clairement illustré dans le projet d'extension des accords de l'Organisation du Marché Mondial aux domaines de l'approvisionnement gouvernemental – tentative à peine masquée destinée à favoriser les Sociétés Transnationales (TNC) qui déjà profitent de la politique de libéralisation économique dans tous les secteurs.

On parle beaucoup, aujourd'hui, de la fin de l'état souverain, de la fin de l'état nation et du déclin de la gouvernance globale. Et pourtant nous savons très bien que l'état militariste est toujours intact, de même que ses variantes, telles que l'état ethnique, l'état intégriste et l'état colonial. Tous semblent destinés à perdurer au 21^e siècle et à continuer à opprimer, abuser et violer les droits des personnes, particulièrement ceux des femmes. Ils doivent être objet de critique tout autant que les institutions financières multilatérales qui dirigent la restructuration économique au niveau mondial.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet DAWN sur PR&ST. La déclaration d'intention de DAWN expose les buts et objectifs du projet PR&ST comme suit :

Le projet DAWN sur PR&ST se propose, entre autres, de critiquer ou de s'élever contre la "gouvernance" ou les idées de réforme politique du courant dominant qui ont émergé dans le contexte de la mondialisation économique, et d'exposer les dimensions politiques de cette mondialisation. Il propose des analyses féministes novatrices, tirées de l'expérience, du discernement et de la sagesse féministes de la région Sud. Ces analyses couvrent les problèmes fondamentaux des systèmes et pratiques politiques existants ou "réformés", la signification et la valeur pour les femmes de concepts tels que démocratie, citoyenneté, nationalité, droits, responsabilité, participation politique, représentation et responsabilité de l'état. DAWN se propose d'articuler la vision d'une véritable restructuration politique susceptible d'engendrer une transformation sociale nécessaire à la réalisation d'un développement équitable, qui tienne compte de l'environnement, et qui respecte la notion de parité hommes-femmes.

2.2 Objectifs de recherche

Vivienne Taylor (Coordinatrice de recherche DAWN PR&ST, Afrique du Sud)

DAWN est un réseau d'universitaires et de militantes du Sud économique engagées dans une activité féministe de recherche et d'analyse de l'environnement mondial, et résolues à œuvrer pour l'établissement d'un développement équitable, juste, et durable.

DAWN concentre son intérêt sur le projet PR&ST et cherche à fournir une analyse des tendances contradictoires qui ont émergé, à un niveau régional, national et mondial, dans le processus de restructuration politique et des systèmes de gouvernance au cours des années 1999. DAWN est de l'opinion qu'il est devenu urgent de formuler une analyse critique féministe des changements intervenus dans le paysage politique, des types de réalignement et des nouveaux blocs de puissance qui émergent. Ces analyses vont contribuer au débat et au plaidoyer pour que des alternatives de stratégies politiques permettent de promouvoir une justice de parité hommes-femmes et de transformation sociale à un niveau régional, national et mondial.

Objectifs

DAWN a identifié les objectifs de recherche suivants pour son projet PR&ST :

- Rassembler les perspectives critiques des féministe du Sud sur les processus gouvernementaux et non gouvernementaux qui déterminent le processus politique et social dans l'arène de gouvernance, et qui demande une action critique à un niveau régional, national et mondial.
- Identifier au moyen d'un processus collectif, les questions-clés qui affectent la nature de la transformation politique et sociale, renforcer la capacité collective en partageant les expériences communes et uniques, analyser, formuler et suivre de près le processus politique et les méthodes de gouvernement sous l'angle de la parité hommes-femmes.
- Examiner la nature des rapports existant entre le mouvement des femmes, les mouvements de



libération et autres formations politiques, et identifier les stratégies politiques alternatives appliquées ou qui pourraient l'être dans le but de promouvoir une restructuration politique et une transformation sociale. Afin de guider une mise en cause critique féministe des rapports des femmes avec l'état, DAWN a identifié une série de questions :

- Que veut -on dire quand on parle de la création d'une citoyenneté de genre : s'agit-il de la promotion d'une justice de la parité ?
- Que veut dire mondialisation en termes de division du travail en fonction des sexes et de l'exploitation des femmes ?
- Quels espaces politiques s'ouvrent pour les femmes, et comment peuvent-ils être exploités stratégiquement pour étendre ce programme dans l'intérêt des femmes et des populations pauvres ?
- Que signifie l'introduction de la parité au sein des politiques macro-économiques: sensibiliser les politiques macro-économiques à la question du genre n'est pas la même chose que créer un cadre d'économie alternatif. On ne peut pas ajouter le genre ou les femmes à des structures qui ont été responsables de l'exclusion des femmes et de la marginalisation de la majorité des pauvres – il n'y a rien de réformateur en cela.
- La question de la violence contre les femmes engendrée par l'état – sous l'angle à la fois de la nature violente de l'économie et de la nature économique de la violence – doit être examinée en tant que partie intégrale du processus politique.

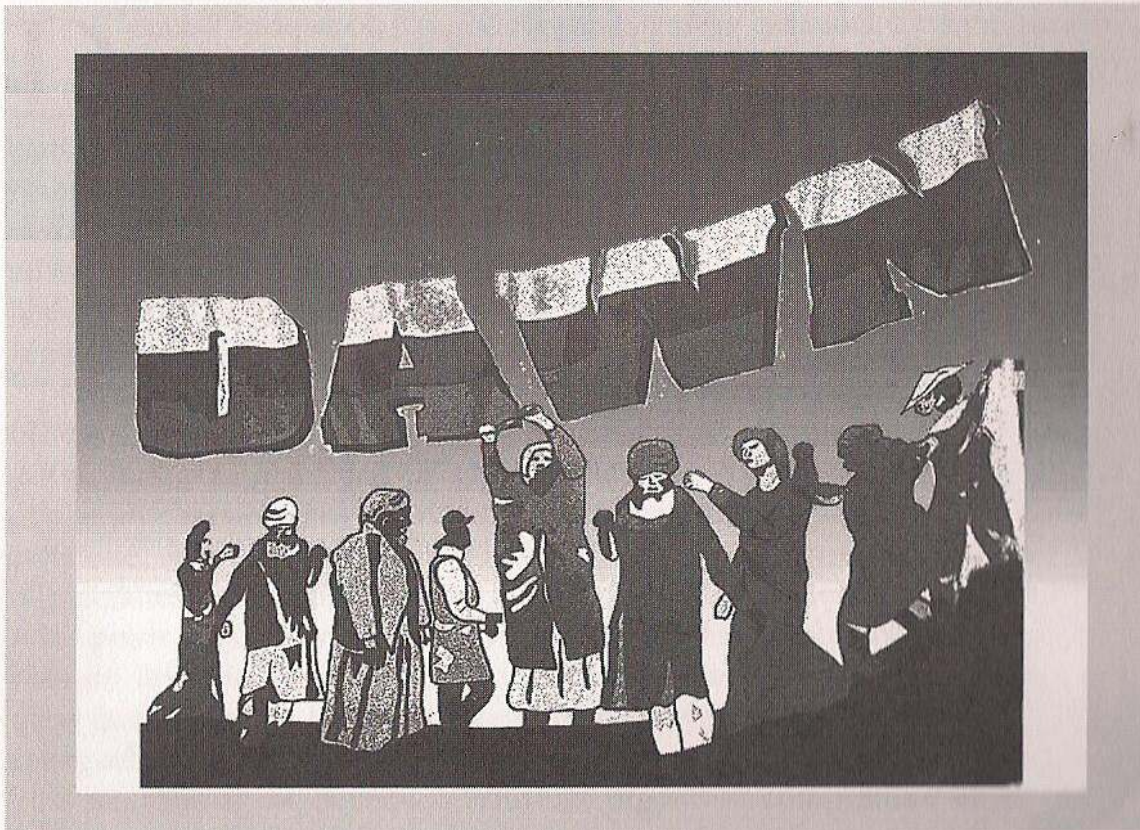
Nous sommes conscientes des diverses dynamiques régionales engendrées par les modèles du colonialisme et les conventions de pouvoir qui n'ont rien à voir avec les gens ordinaires, et nous reconnaissons qu'il est devenu urgent d'essayer de comprendre les tendances et les contradictions relatives à la gouvernance. La façon dont ces conventions de pouvoir politique et économique pourront se rapporter à la vie quotidienne des gens représente un aspect important des recherches de DAWN. Dans le cadre du projet PR&ST, DAWN étudie la signification des termes de démocratie, développement, gouvernance, nature de l'état, mondialisation et mouvements féministes, et en quoi ces constructions modèlent l'expérience vécue des femmes pauvres. DAWN cherche à reformuler les constructions traditionnelles telles que états, questions de souveraineté, identité politique et sécurité, d'un point de vue féministe.


Il y a trois aspects importants du projet PR&ST sur lesquels les penseurs, militantes et groupes de pression féministes devront se pencher. D'abord, DAWN a identifié la nécessité d'étudier la question des espaces qui se sont ouverts dans le contexte de la restructuration politique et de la transformation sociale au cours des années 1990. En fait, qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Doit-on engager des pourparlers avec l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO), la Banque Mondiale et les structures gouvernementales? Et si c'est le cas, comment mettre en évidence les objectifs stratégiques de transformation sociale et la question de justice de la parité ? Deuxièmement, à la suite de la Conférence de Beijing qui s'est tenue en 1995, il est apparu clairement que les institutions mondiales de gouvernance économique adoptaient la rhétorique

des organisations de gauche, et défendaient leur cause au moyen de cette rhétorique. Transparence, bonne gouvernance et développement devinrent les termes à la mode. Les féministes devront porter un regard critique sur cette rhétorique. Dans quelle mesure s'agit-il de coopter le mouvement des femmes, et en quelle mesure cela reflète-il un changement dans la façon de penser de ces organisations mondiales ? De sérieuses recherches s'imposent pour voir dans quelle mesure cette rhétorique se traduit en gains pour les femmes et s'il en résulte un changement fondamental ? Nous devons aussi examiner dans quelle mesure les gouvernements tiennent les engagements qu'ils ont pris à Copenhague et à Beijing. Troisièmement, les chercheuses féministes devront considérer un moyen de développer une analyse collective sur la restructuration politique et la transformation sociale au niveau mondial pour promouvoir un programme d'activités de pression qui prenne directement sa source dans les besoins des femmes et des populations pauvres.

DAWN en est arrivé à considérer l'aspect régional et mondial de PR&ST après d'intenses débats avant et après la Conférence Mondiale sur les Femmes de Beijing et le Sommet Mondial sur le Développement Social (WSSD) de Copenhague. Ces débats ont permis de souligner la nécessité d'entreprendre des recherches sur la question de gouvernance dans le contexte global, en se concentrant à la fois sur les pressions internationales, et l'interdépendance de plus en plus grande des économies nationales.

Les ateliers DAWN d'Amérique Latine, d'Asie Méridionale, d'Asie du Sud-Est, et des Caraïbes ont identifié des liens entre crises politiques et économiques récurrentes, systèmes de gouvernance économique, fondamentalisme





économique et processus politiques. Ces ateliers démontrent clairement que les chercheuses devront aborder les questions nationales et mondiales en tenant compte de ces crises récurrentes, et des subtils rapports qui convergent à tous les niveaux. Une analyse préliminaire suggère également que des termes tels que démocratie, mouvement féministe, et gouvernance demandent à être étudiés de près. Le processus de recherche sur l'Afrique offre une autre perspective importante pour l'élaboration d'une analyse de ces questions de gouvernance et de transformation basée sur l'expérience du Sud. Dans le contexte de l'appel pour une renaissance africaine, les questions de parité hommes-femmes et de transformation sociale devront être mises à l'ordre du jour mondial et de manière vigoureuse.

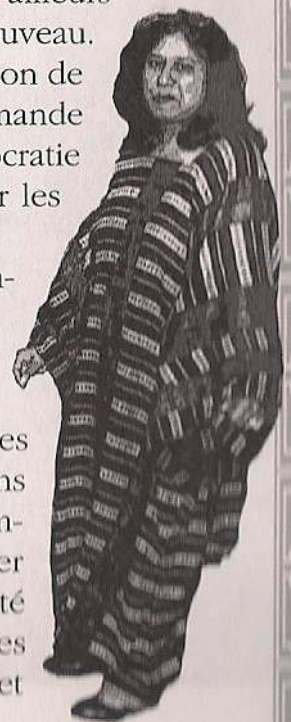
3 Le cadre émergeant de PR&ST

Vivienne Taylor

Bien que l'indépendance politique ait représenté une noble réussite dans la lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme et l'impérialisme, cela n'a qu'une valeur superficielle si l'indépendance économique et culturelle n'est pas atteinte.

Depuis l'époque où Kwame Nkumah écrivait ces mots, il y a eu beaucoup de changements dans le monde et sur le continent africain. On pourra arguer que la lutte pour l'indépendance en Afrique et ailleurs était en fait une lutte pour une citoyenneté démocratique et un renouveau. Dans de nombreux pays à travers le monde, on discute de la notion de démocratie et sur sa signification selon les régions. On se demande aussi de quoi les gens parlent quand ils font allusion à une démocratie libérale de style occidental, et quelle en est la signification pour les régions australes.

De nos jours en Afrique du Sud, on parle aussi de ce qui semble être la renaissance africaine, le continent africain se rassemblant pour prendre sa place dans le système mondial. Toutefois, étant donné les changements survenus à travers le monde sur la scène politique, le démantèlement du bloc de l'Est et la poussée des démocraties multipartites à travers l'Afrique et ailleurs, nous devons nous poser la question de savoir si les objectifs des nombreux combats de libération ont été atteints. Nous devons nous demander dans quelle mesure la libération de régimes opprimants a apporté une quelconque amélioration à la qualité de vie des populations les plus pauvres. Il est devenu à nouveau urgent de comprendre et



d'étudier les changements en cours dans le contexte régional, national et mondial sous l'angle critique de la démocratie et du développement.

Il apparaît clairement, dans le débat du courant dominant sur la nature des changements politiques et sur les processus de gouvernance, que le discours dominant ne fait aucune référence aux perspectives et aux préoccupations des pauvres ou des femmes. Les débats tendent à traiter de la nature de l'état, des crises gouvernementales ou de la capacité des états à réussir dans le contexte du changement accéléré. Les intérêts d'ordre public et les perspectives de l'état ont dominé le discours contemporain, créant une fausse impression d'homogénéité par rapport à l'état, comme il est caractérisé par ce qu'on nomme patriarcat et facteurs néocolonialistes. De plus, il est aussi évident que la transformation sociale, dans la mesure où elle est devenue le mantra des gouvernements et des perspectives de la gauche, n'est pas comprise de la même façon et n'est pas nécessairement un objectif de changement politique ou de renouveau démocratique.

Il est donc nécessaire de comprendre ce que les questions de gouvernance et de restructuration de l'état dans un contexte mondial changeant signifient pour les personnes privées de leurs droits, les exclus du système social et économique.

Démocratie pluraliste et renouveau démocratique

On dit que de nos jours les sociétés opèrent dans un contexte post-moderne dans lequel la culture dynamique au sein de laquelle se déroulent les changements, exige des alternatives qui dépassent les modèles de développement orthodoxes et conventionnels.

Dans le cadre de ce contexte changeant, la forme de gouvernance qui servirait le mieux les intérêts de ceux qui ont été exclus sur les deux plans économique et politique, est de première importance. Toute stratégie pour un renouveau démocratique devra donc reconnaître que les processus économiques et politiques sont étroitement liés, et que le pouvoir économique et le pouvoir politique se renforcent mutuellement. Alors que le lieu du combat et les acteurs peuvent différer avec le temps, les complexes négociations et confrontations qui ont lieu à certains moments, contribuent à multiplier les expériences d'exclusion des personnes, aux niveaux du foyer, de la communauté, au niveau régional, national et international.

L'examen des concepts de démocratie et de développement en relation avec ces questions de gouvernance nous amène à poser les questions suivantes : Que signifie démocratie pour les populations les plus pauvres ? En quoi est-ce que l'expérience de la démocratie et des structures démocratiques mène à un transfert significatif dans les relations de pouvoir au-delà de la mobilité individuelle, particulièrement dans le Sud ?

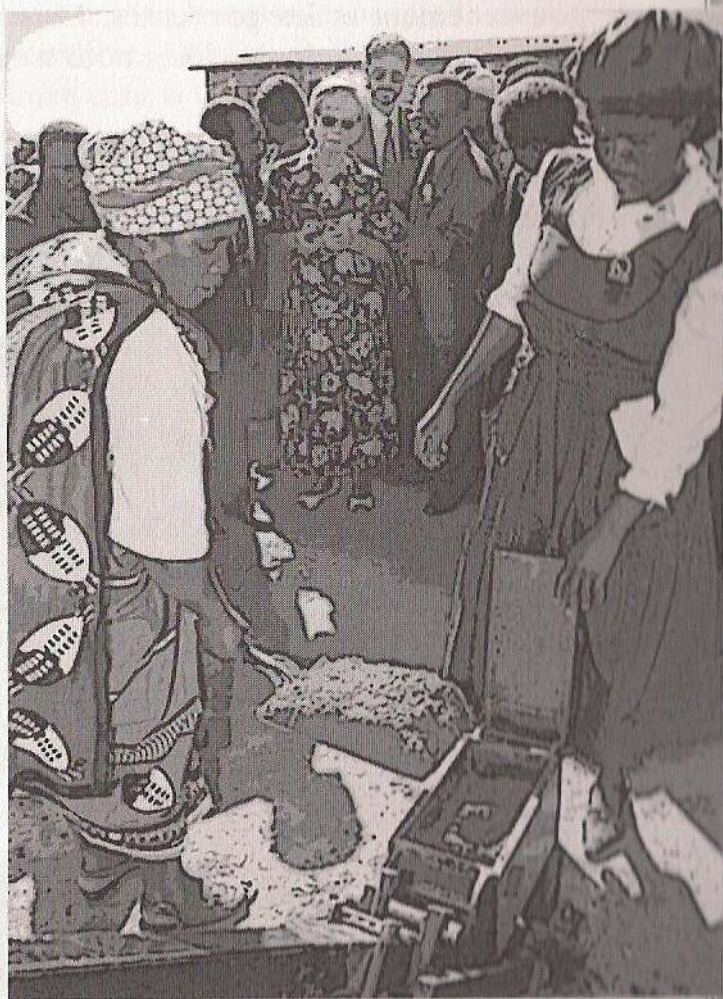
Il est parfois très facile de percevoir notre ascension individuelle comme un mouvement de classe sociale alors qu'il n'en est rien. Nous avons pu constater

que, mondialement, et particulièrement dans les pays du Sud, il existe des inégalités à la fois au niveau des relations sociales et au niveau des revenus. Nous constatons donc que la démocratie n'a pas mené à l'éradication de la pauvreté. Si dans une certaine mesure, la démocratie a engendré un transfert dans les relations de pouvoir, c'est en se colligeant à la recherche d'alternatives.

Ce que DAWN a pu constater au cours de nos débats préliminaires, c'est que certaines formes de démocratie ont été édifiées sur les piliers du comportement économique, politique, culturel et institutionnel, bien que le rôle ou la signification donnée à chacun varie selon le contexte. Pour certains démocratie signifie 1\$ = 1 vote, ou compétition sur le marché, au lieu de participation citoyenne active dans la sphère de la gouvernance.

Certains pays du Sud, notamment en Afrique et en Amérique Latine, ont été le théâtre de transformations démocratiques à un rythme jamais connu dans aucune autre partie du monde. Ceci a une influence déterminante sur le potentiel de renouveau et de transformation sociale. Le système de gouvernance démocratique est en fait toujours objet de contestation dans ces régions du monde.

Il est aussi nécessaire pour nous, en tant que féministes et personnes concernées par la parité hommes-femmes, de comprendre la nature du pluralisme par rapport aux formes de politiques historiques et contemporaines, de manière à ce que les praticiens ou activistes du développement abordent le processus sous un angle critique. La démocratie pluraliste n'est pas la solution définitive en terme de participation populaire; elle n'en est habituellement que le commencement. Pourtant, le fait est que les professionnels du développement et les mouvements pour la transformation qui opèrent au sein des contextes nationaux et au niveau mondial, ne se préoccupent pas vraiment de ce que démocratie veut dire. Ils ne prennent pas part au débat et ne tentent pas non plus de transformer la démocratie libérale telle qu'elle existe et telle qu'elle est promue. Il reste à voir dans quelle mesure il s'agit là du résultat de l'apprentissage d'une méthode permettant de s'engager



dans une nouvelle voie politique et dans un nouvel espace social, et non pas d'une réluctance à défier le nouvel alignement et les nouveaux blocs de pouvoir, particulièrement au sein du mouvement des femmes.

Est-ce que nous essayons de nous adapter à ce que nous constatons être une culture démocratique contraire à un développement centré sur le peuple ? Ou est-ce que nous avons peur de nous élever contre le nouvel alignement et les nouvelles coalitions ?

Une autre question qui brouille le débat, c'est que les tenants d'une démocratie de style occidental et leurs agents sont souvent de nationalité étrangère. Il s'agit plutôt d'institutions externes qui déterminent et définissent des voies de développement en termes de libéralisation économique. Dans certains pays, les événements ont indiqué qu'alors que le développement social peut, dans certains cas, encourager l'avènement de la démocratie, la stagnation ou l'effondrement économiques peuvent aussi saper les bases d'un gouvernement autoritaire ou illégitime et paver le chemin de la démocratie.

Toutefois, dans certains cas, la croissance économique a aussi renforcé les élites antidémocratiques qui utilisent les ressources matérielles pour récompenser les amis et punir les opposants, entraînant ce qu'on appelle en Afrique du Sud une bourgeoisie patriotique, et en Asie du Sud-Est un capitalisme copain. Des institutions affaiblies et inefficaces rendent problématiques les rapports entre le gouvernement et les gouvernés. Mais souvent les institutions qui ont un grand pouvoir dans des sociétés où il n'existe que peu ou pas de centres de



pouvoir d'organisations de société civile autonomes, peuvent permettre à ceux qui dirigent la machine de l'état d'agir sans être contrôlés. Nous avons constaté que lorsque la machine de l'état n'est pas contrôlée, ce sont les femmes et les enfants qui sont les victimes de la situation. La question se pose donc de savoir dans quelle mesure la transformation institutionnelle est allée de pair avec l'encouragement à la démocratie et au développement, et si cette transformation a entraîné la participation des citoyens. Lorsque nous parlons de transformation institutionnelle, c'est aussi dans le contexte de la machine nationale qui a été mise en place de façon à promouvoir la parité des sexes dans de nombreux pays, à la suite de la Conférence de Beijing et du Sommet Mondial sur le Développement.

D'autre part, alors que les raisons qui justifient la restructuration de l'état peuvent varier, comment les mouvements ont-ils utilisé les forces existantes pour s'assurer que cette transformation institutionnelle mène à une redistribution des rôles sur la scène politique et à un renouveau démocratique ? L'introduction de nouvelles structures, de nouvelles lignes de conduite et de nouvelles procédures a-t-elle véritablement remodeler la sphère politique ? Ces transformations ont-elles marqué de manière sensible la façon dont nous, les femmes, ainsi que les populations pauvres, avons participé au processus ?

C'est là, je crois, un aspect-clé de la transformation politique et de l'impact du changement social. Nous devons nous demander aussi dans quelle mesure notre arrivée dans l'arène politique a transformé les lignes de conduite, et en quoi cela entraîne une différence qualitative dans la vie des populations pauvres. Engagés comme ils le sont dans les nouveaux espaces politiques, comment les mouvements de femmes et les activistes de la parité hommes-femmes relèvent-ils le défi sans être absorbés et cooptés dans le système du courant dominant ?

Dans le contexte de la mondialisation qui a eu lieu dans les années 1990, DAWN a constaté qu'un glissement s'était produit dans le débat sur la démocratie, sur le développement et sur l'art de gouverner. Le débat avait glissé des questions de distribution et redistribution à la manière de gouverner plus efficacement. C'est là un glissement important, parce que cela a signifié que l'attention est maintenant portée sur la manière dont nous participons à la gestion des processus qui n'ont pas d'objectif stratégique de libération, qu'il s'agisse de la libération des femmes ou de se libérer d'un régime tyrannique. C'est cet aspect de la question qu'il s'agit d'aborder de façon significative.

L'état et le pouvoir de l'état

Certaines de ces questions étant soulevées, j'aimerais maintenant que nous considérions la notion de la signification de l'état dans notre discours et dans nos débats sur la question de restructuration politique et de transformation sociale. Nous parlons de démocratie, de gouvernance et d'état, sans essayer de comprendre comment ces constructions ont émergé d'interprétations et d'expériences historiques, ainsi que d'une interprétation toute patriarcale

dominée par les hommes de ce qu'un processus de développement dirigé par l'état a signifié.

L'état a toujours été considéré comme étant le type d'organisation politique le plus important du système mondial. Le pouvoir de l'état est un aspect important de la restructuration politique et de la transformation sociale. En abordant les débats de vos regroupements régionaux et sous-régionaux avec trois définitions du pouvoir de l'état, vous pourrez sans doute découvrir des points communs sur la manière dont est constitué le pouvoir de l'état, et comment il nous est possible de connecter dans ce concept.

La première définition commune utilisée par les spécialistes de science politique est que le pouvoir de l'état se présente comme une forme de contrôle des ressources, de contrôle des acteurs et de contrôle des résultats. Des distinctions sont faites entre ce que l'état possède et ce que l'état est capable de faire. Les débats du courant dominant sur les politiques, se situent dans un contexte de construction masculine de l'état et du pouvoir de l'état : "Lorsque nous parlons de pouvoir, nous parlons du contrôle des hommes sur les esprits et les actions des autres hommes", (*Politics and Nation*).

D'autres spécialistes de politique voient aussi le pouvoir sous la forme de ressources possédées par l'état, telles que l'importance de la population, l'étendue et l'emplacement géographiques, l'importance du produit national brut, l'importance et le degré de sophistication de l'armée. En termes simples, l'état détient les clés du développement économique, de la sécurité sociale, de la liberté individuelle, et le pouvoir de vie et de mort sur le peuple. La relation complexe qui existe entre le contrôle de l'état sur les ressources et son habileté à influencer le comportement des autres ou de contrôler l'issue des conflits internationaux n'est pas facile à comprendre car d'autres dynamiques entrent en jeu qui influencent l'état. Il existe d'autres facteurs internes qui ne sont pas explicites mais qui émergent à certains moments de l'histoire du développement d'un état nation.

Quoi qu'il en soit, ce que nous devons faire c'est remodeler les constructions telles que l'état, la souveraineté, l'identité politique et la sécurité d'un point de vue féministe. Nous devons aussi, en tant que femmes engagées dans la recherche d'alternatives politiques et de réelles alternatives, contester les notions que des groupes d'intérêt rivalisant, adeptes de pluralisme libéral voudraient nous faire accepter. Il ne faudrait pas non plus que nous voyions



l'état comme l'arrogant instrument de la classe dirigeante, comme les Marxistes orthodoxes voudraient nous le faire croire. L'état n'est ni l'un ni l'autre. L'état est lui-même un acteur. Si l'état agit de façon indépendante, son unité ou cohérence ne devrait pas être exagérée. C'est ce à quoi nous, les féministes, devons nous attaquer.

Nous avons eu tendance à voir l'état comme une organisation

monolithique qu'on ne peut pas obliger à changer de l'intérieur. Je crois, en fait, que nous n'avons pas engagé de pourparlers avec l'état de manière substantielle. Nous nous sommes permis de nous opposer à l'état et à son pouvoir plutôt que de dialoguer de façon significative. Il est important maintenant, alors que nous parlons de restructuration politique et de transformation sociale, de commencer à voir dans l'état un terrain contesté, et à ne pas laisser l'état et les rouages de l'état tourner sans contrôle.

L'état connaît et représente les mêmes forces que n'importe quelle autre organisation sociale. Désireux de paraître unis pour une raison ou pour une autre, l'état et les élites de l'état masquent le manque d'unité du pouvoir politique. Le pouvoir politique en soi n'est pas un pouvoir unifié homogène qui ne peut pas être démantelé et contesté.

Un pouvoir politique unifié est généralement obtenu par le contrôle et la contrainte : par la force, dans les états très fortement militarisés; par l'absence de démocratie et de libertés civiles, dans les systèmes tyranniques.

Ce qui nous concerne aujourd'hui, à ce point de notre histoire, alors que les états nationaux commencent à s'insérer dans le système mondial, c'est le fait que l'état a ce qu'on appelle une nature bi-frontale. L'état se pose à l'intersection des relations domestiques, des frontières socio-politiques et des relations transnationales, au sein de laquelle l'état manœuvre pour obtenir des avantages et survivre au dépens des autres états.

Pendant la période qui a suivi la Deuxième Guerre Mondiale, de nombreux états ont initié des relations transnationales grâce au commerce international. Ils tentèrent d'évaluer leurs avantages par rapport au système commercial. Dans le cadre du système de la mondialisation, la question est passée du système comparatif au système compétitif pour estimer la rapidité avec laquelle un état peut augmenter sa force de pouvoir et de contrôle – pas nécessairement par l'intermédiaire d'un processus d'état, mais grâce à des sociétés commerciales transnationales. Nous sommes en face d'un contrat de pouvoir, qu'il soit explicite ou appliqué. Il existe un véritable contrat de pouvoir entre les institutions gérées par l'état et les sociétés transnationales. Et ce n'est pas là une vue de l'esprit. Nous avons découvert au cours de nos débats et discussions dans le cadre de DAWN et ailleurs, que l'état, au lieu d'agir dans l'intérêt de ceux qu'il représente et qui l'ont porté au pouvoir, agit en fait dans l'intérêt des entreprises privées. Le passage de la démocratie et des intérêts du public à un système qui assure des gains plus rapides pour le capital du secteur privé est une réalité. L'aspect positif de ce qui se passe est que, maintenant, l'état n'est plus une entité idéologique fixe. Il forme plutôt une dynamique continue, aux objectifs en changement permanent, qui s'engage envers d'autres forces sociales pour s'en désengager plus tard. J'ai étudié la question état et mondialisation, en particulier le rôle qu'ont joué l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO), l'Union Européenne (EU), et autres instruments d'autres systèmes inter-gouvernementaux dans la détermination du développement mondial. J'ai également étudié dans quelle mesure les femmes ont pu contribuer au système.

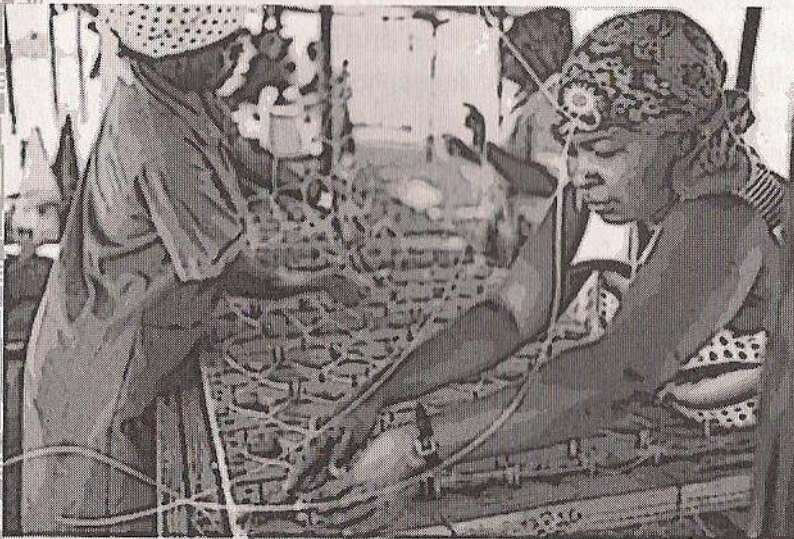
Opinions critiques et féministes sur l'état

Pour des raisons différentes, aussi bien la critique néo-libérale que la critique de la gauche parlent d'un besoin de réforme de l'état. Ces deux points de vue concentrent leur critique sur le rôle de l'état dans le domaine du marché. On voit dans le marché et le secteur des ONG, ou organisations de société civile, des alternatives susceptibles de générer un développement social. La direction du développement dépend de l'importance donnée à l'efficacité du marché, et les deux critiques soulignent l'indifférence de la bureaucratie envers l'opinion et les besoins du peuple, ainsi que l'inégalité croissante à l'intérieur des pays et entre eux.

Les critiques sont convergentes bien que les objectifs de la droite et de la gauche diffèrent. On dira que la droite récupère la critique de la gauche pour servir sa propre cause. Les tenants du néo-libéralisme voient dans le marché le meilleur pourvoyeur de services et de marchandises, tandis que la gauche perçoit l'état comme étant aliéné du peuple, corrompu et engagé dans la promotion d'une nouvelle élite directement intéressée au maintien du statu-quo.

Les récentes critiques des débats sur l'état et la manière de gouverner, considérées sous l'angle féministe, soulignent que le discours n'étant pas fondé sur une analyse historique il ne reflète pas l'impuissance, les schémas habituels d'impuissance, non plus que la manière dont les cultures traditionnelles et les cultures coloniales se sont alliées à travers l'état et les institutions économiques pour exploiter les femmes.

Même lorsqu'un contexte historique est utilisé par les théoriciens de la gauche, l'état n'est étudié que dans une perspective de classe et de race, sans qu'il soit fait allusion à la situation des femmes. Ceci soulève plusieurs questions dans notre analyse de l'état, il faudra, par exemple, examiner comment les schémas du patriarcat sont enracinés dans les institutions, et comment ils sont issue des formes culturelles traditionnelles, même si ce n'est pas de façon exclusive. Le résultat en est un contrat explicite ou implicite de pouvoir masculin qui pénètre chaque sphère de la vie des femmes donnant lieu à ce que les féministes appellent la masculinité de l'état.



L'édification d'une société et d'un état masculins influence de façon significative le type d'espace de l'engagement des femmes, ce qui donne lieu à de sérieuses contradictions. D'une part cela a permis d'avancer la cause de la démocratie, et de la défense des droits de la personne en relation aux notions de citoyenneté et de nation. D'autre part, cela a engendré une réaction fondamentaliste

accompagnée de tous les actes de violence que l'on sait. Quelle que soit la critique, l'état est vu comme l'arbitre de la démocratie dont le rôle dans l'action et la politique publiques ne peut pas être aboli.

Son rôle ne peut pas être confié au secteur des ONG du fait que c'est un secteur indépendant, ni à ce qu'on appelle facilement un secteur de sociétés civiles unifié et homogène.

Libéralisation des services de l'état


Le recul de l'état sous forme de libéralisation des services du secteur public au bénéfice du secteur privé doit être une grave cause d'inquiétude pour bon nombre d'entre nous.

Que représente cette libéralisation des services de l'état pour les femmes et les populations pauvres ? Selon certains partisans du développement, le libre échange a réorganisé l'état. Pourtant la privatisation des biens et des industries de l'état semble devoir engager directement l'état dans la production et la distribution des services et des marchandises. Parallèlement, cela a donné lieu à de nouveaux règlements, de nouvelles subventions et institutions qui sont conçus pour promouvoir et faciliter l'environnement pour les industries nouvellement privatisées. Dans de nombreux pays du Sud, nous avons accepté comme étant la norme l'inévitabilité de la privatisation des universités et de ce qui était traditionnellement du ressort des services publics, tel que l'électricité, les transports et le réseau routier. Nous avons accepté comme allant de soi de payer pour l'eau. Ceux qui n'ont pas accès à l'eau ne peuvent plus en faire la demande comme il était possible de l'exiger, il y a des années. L'accès aux nécessités n'est plus un droit acquis du fait que leur distribution est maintenant entre les mains du secteur privé. Nous devons sérieusement aborder cette question.

Emergence de nouvelles élites

De tels changements ont entraîné une nouvelle structure de classes et des transformations dans les relations sociales internes dans les pays du Sud. En Afrique du Sud, par exemple, un arrangement complexe des intérêts se développe, les nouvelles élites rejoignant les sociétés multinationales traditionnelles, de façon à ce que les élites noires et blanches puissent prendre part au processus de développement économique. En réalité, ces nouvelles élites obtiennent une action dans la société, achetant ainsi leur place dans le système. C'est ce qu'on appelle la démocratisation de l'économie. Mais le fait de placer quelques Noirs comme actionnaires dans les sociétés nationales ou multinationales ne représente pas la démocratisation de l'économie. Cela n'a fait que mettre quelques individus à des postes de pouvoir. Ces personnes, même si elles viennent du mouvement de libération nationale, sont incapables de contrôler la manière dont ces sociétés opèrent sur le marché, ou d'agir en médiateur entre les intérêts des syndicats et du secteur privé.

Nous avons aussi découvert que des tensions commençaient à apparaître, en Afrique du Sud, au sein des mouvements sociaux et des alliances progressistes.



Nous devons nous pencher sérieusement sur cette question. Assistons-nous à un renversement de la structure de classes qui, ayant éliminé un système de capitalisme raciste, instaure à présent un système de capitalisme non raciste sans que la démocratie y joue le moindre rôle ? Lors d'un récent atelier sur le Rapport sur le Développement Humain auquel j'ai assisté récemment, la question a été soulevée de savoir si la démocratisation de l'économie capitaliste était possible. N'y a-t-il pas là une contradiction dans les termes ? Peut-on vraiment obtenir une démocratisation de l'économie dans le contexte d'un système capitaliste ? Si oui, comment faut-il envisager le pouvoir économique, le développement économique et le contrôle des ressources si ces ressources sont déjà entre les mains de forces privatisées et transnationales ?

Les analystes de la gauche avancent que l'état a joué et continue de jouer un rôle dans la promotion et l'établissement de politiques libre-échangistes. Il est vrai qu'on dit que le libre-échange a besoin de la protection de l'état pour sauvegarder ses intérêts et, en bref, son pouvoir. Etant donné que les femmes pauvres opèrent surtout en dehors des marchés du courant dominant, et que les marchés répondent aux besoins par l'argent, les relations état marché émergentes perpétuent l'exclusion de ces femmes des courants dominants de l'économie et des activités sociales. La clé de ces débats réside dans la nature et le rôle des institutions d'état en relation avec les forces du marché dominant. Quels sont les objectifs de la restructuration et de la réorganisation de l'état ? Les tendances actuelles indiquent qu'on est en train de réorganiser les états de façon à servir les intérêts des forces du marché, lesquelles ne coïncident pas avec ceux des déshérités. Les modifications ont généralement été introduites de manière différente au Nord et au Sud. Nous observons également l'émergence de tendances contradictoires. Alors que dans le Nord, la part proportionnelle des dépenses de l'état, relative à l'économie a continué de croître représentant environ 50% du PIB, dans le Sud, les dépenses du gouvernement ont été réduites à une moyenne dépassant de très peu 25% du PIB. Dans le Sud, les dépenses de l'état ont été également re-dirigées vers un accroissement militaire, comme c'est le cas, par exemple, des budgets de l'Inde et du Pakistan.

L'état n'est pas en train de disparaître. Il continue de jouer un rôle significatif dans l'élaboration du système de taxation et des politiques monétaires, dans l'attribution des subventions, non plus en faveur du secteur public, mais bien en faveur des secteurs de l'industrie. En fait, l'état est en train de subventionner le développement de routes à péage pour le bénéfice de sociétés privées, et d'accorder des prêts à des sociétés privées dans de nombreux pays du Sud. Dans les domaines de la santé, du développement social et de l'éducation, l'accent est sur l'établissement de nouveaux mécanismes d'état qui assurent l'efficacité et la discipline du marché. En même temps, les initiatives se multiplient au sein et en dehors des gouvernements pour former et recycler les agents de la fonction publique en vue de projets commerciaux et de modèles d'efficacité. Si nous ne nous limitons pas à examiner les objectifs de l'état, mais que nous considérons les processus de gouvernance, nous observons qu'en face des projets de développement et des visions de développement national, nous avons


maintenant des projets commerciaux et des fonctionnaires qui discutent de planification stratégique. Les débats se déplacent maintenant des priorités de développement national pour se concentrer sur la façon dont les gouvernements peuvent s'associer au secteur privé dans le processus de croissance stratégique qui ne s'intéressera plus aux questions d'égalité, de revenu et autres.

Une autre tendance est en train de voir le jour et qui provient des pressions créées par l'augmentation des inégalités. Les efforts pour faciliter une augmentation des investissements domestiques et étrangers ont amené l'état à prendre des mesures originales en ce qui concerne le crime et la violence. Au lieu de chercher des solutions aux problèmes de la pauvreté et de son éradication, l'état agit en accroissant les forces militaires pour protéger entrepreneurs et commerces. Ce qui revient à établir une plus grande répression pour un coût plus élevé. En Inde, par exemple, des unités de police spéciale sont formées par des experts de sécurité occidentaux pour protéger la vie et la propriété des investisseurs étrangers. Des tendances similaires apparaissent en Afrique du Sud, illustrant les subtiles relations qui se développent entre certains gouvernements africains et des compagnies privées de sécurité ou des groupes de mercenaires. Executive Outcomes, une compagnie basée en Afrique du Sud, entretient une force militaire ou paramilitaire privée à laquelle les gouvernements et autres associations peuvent faire appel pour opérer des incursions transfrontalières en violation des droits, sans prendre la responsabilité d'admettre qu'il s'agit d'une opération d'état. Ainsi, l'état peut abdiquer ses responsabilités et entreprendre des opérations de violence contre les citoyens de leur pays ou même de l'autre côté des frontières sans en être responsables du fait que ces opérations sont menées sur les bases d'un échange d'argent et non pas sur celles d'une responsabilité politique. La contre-insurrection est utilisée pour imposer contrôle et conformité. Il en résulte que les notions de processus démocratique, responsabilité et transparence n'ont plus cours. L'état peut donc, dans un certain nombre de cas, abdiquer ses responsabilités envers la sécurité de son peuple.

Le mouvement féministe parle d'entrer en pourparlers avec l'état, mais il est nécessaire que nous comprenions les dynamiques existantes et que nous en tenions compte, où que nous soyons, et non pas seulement au niveau mondial, parce que ces dynamiques produisent des ondes de choc. Elles existent aussi au niveau mondial, mais elles prennent différentes formes dans le contexte régional et jusqu'au niveau local. Nos discussions à propos de l'augmentation des incidents non signalés de viol et de violence contre les femmes n'est qu'un exemple de manifestation de la violence inhérente au système économique dans lequel nous vivons, et sur lequel nous devons nous pencher de façon sérieuse.

Toutefois, nous avons aussi noté que les féministes ont des rapports contradictoires avec l'état. Nous voulons prendre le pouvoir pour apporter des transformations en tant que





féministes, mais nous sommes gênées par la façon dont le pouvoir s'épuise et par les formes de pouvoir qui dominent les processus politiques. Permettez-moi de m'expliquer au moyen d'une anecdote. Il y a quelques semaines j'ai eu l'occasion de dîner avec une éminente femme noire, la première Africaine noire à qui on ait offert un poste important à la Banque Mondiale. Elle est un des quatre présidents directeurs de la Banque Mondiale. Elle est aussi vice-présidente de l'université à laquelle j'appartiens. Nous étions étudiantes et militantes ensemble à l'époque du mouvement de conscience noire des années 1970. Au cours du dîner elle nous a fait part de ses inquiétudes à propos de son nouveau poste et de ce qu'il allait signifier. Elle sera dans le ventre même de la bête, et pourtant elle pense avoir la possibilité d'apporter des changements au sein de la Banque Mondiale. Elle nous a dit que ce qu'elle avait appris en prenant un poste de gestion à l'université, c'est que ses modèles dans le domaine de la gestion étaient tous des hommes blancs libéraux. Nous étions une poignée, là, choquées par ce qui se disait, particulièrement parce-que ces propos venaient de quelqu'un dont les origines politiques avaient ses racines dans le mouvement de conscience noire. Alors qu'elle continuait de parler, il devint évident que ce n'était pas tant le fait que ce soit des hommes blancs qui définissaient ce qu'elle apprenait d'eux, mais que ces hommes blancs avaient compris qu'ils avaient pris le pouvoir, qu'ils savaient comment utiliser ce pouvoir et comment le conserver.

Réédification de l'état pour une justice du genre et de la citoyenneté

Les débats du courant dominant ou masculin sur la nature de l'état, qu'ils viennent de la droite ou de la gauche (1) ainsi que la logique contradictoire sur la façon dont les gouvernements prennent des décisions concernant les femmes et leurs droits fondamentaux en tant que citoyennes, doivent être mis en question. De plus, l'engagement au niveau des lignes de conduite ne doit pas s'accompagner d'un sentiment de satisfaction en raison de l'adoption d'un langage favorable aux femmes et de la rhétorique de la participation publique. Il est tout aussi important de voir si de tels changements de politiques ont entraîné des différences sensibles dans la qualité de vie des femmes pauvres.

En conséquence, le processus du courant dominant doit offrir la possibilité d'opérer une restructuration de l'intérieur (transformation des lignes de conduite, de la structure et de la culture politique), en opposition à la situation qui consisterait à nous adapter au système dominant.

Habilitation politique à la transformation sociale

Il n'existe pas d'état où les femmes prennent soudainement conscience d'être politiquement habilitées pour agir d'une certaine manière. L'habilitation politique est un processus qui permet aux femmes de s'assurer le droit de participer à l'exercice du pouvoir politique à travers des institutions officielles telles que les

structures gouvernementales locales, les processus et organisations parlementaires pour promouvoir un mouvement de transformation sociale. L'habilitation politique contribue à renforcer le pouvoir des femmes à contrôler leur propre vie, leur accorde le droit d'aborder les problèmes d'inégalités structurelles et les questions systématiques, et leur donne la possibilité d'influencer les prises de décision sur une plus grande échelle, en tant que force collective de la société.

Les femmes disposent de différentes manières de s'engager dans la restructuration politique et la transformation sociale :

- *Habilitation par l'action directe* – Les organisations de femmes, les processus et projets de politiques passent par certains stades du processus d'habilitation à mesure qu'ils entrent en rapport avec les forces dominantes. Ces différents stades se reflètent dans une progression allant de la sensibilisation à la prise de conscience puis à l'analyse et à l'action critiques menant à la transformation sociale. Il existe de nombreux exemples pratiques de cette situation, dont certains se vérifient en Afrique du Sud, en Amérique Latine et en Inde.
- *Habilitation par l'édification d'une Démocratie du Peuple* – Une autre approche qui gagne du terrain se base sur l'établissement de relations réciproques entre le pouvoir de l'état et le pouvoir de la société civile, à travers un processus d'édification d'une démocratie du peuple en opposition à une démocratie officielle qui protège les intérêts de ceux qui jouissent du pouvoir économique. La manière dont l'état communique avec les sociétés civiles et les mouvements pour le changement, dont les mouvements de femmes, peut refléter de nouveaux modes de démocratisation. De cette façon les organisations s'efforcent de surmonter les contradictions inhérentes aux relations d'oppression en dialoguant avec les femmes pour analyser leurs propres conditions d'oppression.
- *Habilitation par l'édification d'une culture du respect des droits des personnes* – Dans certains pays, le cadre constitutionnel et légal a changé et fourni des mécanismes institutionnels qui permettent aux femmes d'assurer leurs droits. Toutefois, il est d'une importance critique de savoir déterminer ses droits, comprendre ce qu'ils impliquent et s'assurer qu'ils sont administrés dans le respect des questions de race, de classe, de

Au sein du mouvement féministe, et même en tant que progressistes dans le cadre de démocraties émergentes ou de structures décisionnaires, nous avons une relation difficile avec le pouvoir. Les abus de pouvoir dont nous avons fait l'expérience dans nos foyers, dans nos relations, intimes ou à d'autres niveaux de la société, nous incitent à ne pas vouloir prendre le pouvoir. Nous devons aborder ce dilemme avec beaucoup de sérieux. Nous devons aussi comprendre la manière dont nous faisons usage du pouvoir au sein même du mouvement – à savoir si nous utilisons le pouvoir pour l'avancement collectif, ou pour notre avancement personnel.

genre, d'âge et autres. L'ennui est que si le cadre légal légitime certains droits il en rend d'autres invisibles.

A cela s'ajoute le fait inquiétant que lorsque les femmes comprennent leurs droits mais sont incapables de les faire respecter, elles sont exposées à des réactions négatives de la part des pouvoirs en place. Ces réactions en feront des victimes de la violence institutionnelle, elles seront soumises à toutes les formes de fondamentalisme qui pénètrent tous les domaines de leur vie et limitent leur liberté de se faire entendre, de s'associer et de s'engager dans des activités qui peuvent faire progresser les questions de justice de parité.

Limites de la restructuration politique

Au cours des différents moments du processus de transition surgissent des points de conjoncture et de disjoncture historiques qui présentent des défis stratégiques pour le processus de restructuration et d'habilitation, lesquels peuvent renforcer les capacités des femmes et assurer leurs droits à une citoyenneté sociale à part entière. Pour le moment, les défis majeurs que rencontrent les avocates du développement dans le domaine de la parité des sexes, c'est de savoir comment s'assurer que les relations complexes, différenciées et variées que les femmes et les organisations ont avec l'état et les sociétés civiles puissent promouvoir une redistribution des rôles sur la scène politique (publique et privée), ainsi qu'un ré-alignement en termes de mouvements et d'organisations, une restructuration et une transformation des structures et systèmes tyranniques qui perpétuent domination nationale, discrimination et exploitation économique.

Quelques remarques en conclusion

Nous devons reconceptualiser la manière de politiser la notion d'un état basé sur la citoyenneté et la parité des genres.

Nous devons étudier en profondeur ce que la mondialisation a signifié en termes de division du travail basée sur le genre, et en termes d'exploitation des femmes. Il nous faudra réfléchir sur la notion de parité et d'espace politique : l'espace politique existe, à nous de l'utiliser de façon stratégique..

Il faudra étudier la question de genre et politiques macro-économiques, et voir si une sensibilisation des politiques macro-économiques et une transformation entraînant un cadre économique alternatif sont une seule et même chose. Je soutiens sans hésitation que la sensibilisation aux questions de genre ou l'introduction de la parité dans certaines politiques macro-économiques n'est pas du tout la même chose que l'établissement d'un cadre économique alternatif. On ne peut pas surajouter une politique de parité de genre à un cadre économique qui est responsable de l'exclusion des femmes et de la marginalisation de la majorité des populations pauvres. Ce sont là des aspects que nous nous devons d'aborder car ils sont promus comme étant réformateurs dans leur essence alors qu'il n'en est rien.

Nous devons aussi nous pencher sur la question du genre et de la violence d'état, dont un des aspects important est illustré dans cette citation de Bertold Brecht : "Dans les pays démocratiques, la nature violente de l'économie n'est pas perçue. Dans les pays à régime autoritaire c'est la nature économique de la violence qui n'est pas perçue."

Références

- African National Congress, 1994. *The Reconstruction and Development Programme*, Umanyano Publications, Johannesburg.
- Al-Hibri, A. 1981. "Capitalism is an Advanced Stage of Patriarchy: But Marxism is not Feminism" in Sargent, L (ed), *Women and Revolution: A Discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*, Boston: South End Press.
- Cawthra, H.C and Kraak G, 1999, Development Update, Quarterly Journal of the South African National NGO Coalition and INTERFUND, Vol. 2 No 3 (May), Johannesburg
- Davis, A, 1982, *Women, Race and Class*, Random House, New York
- Fanon, F. 1963, *The Wretched of the Earth*, Grove Press, New York
- Freire, P, 1963, *Pedagogy of the Oppressed*, Penguin Books, England
- Gordon, L.W., Sharpley – Whiting, T.D and White, R.T., 1996, *Fanon: A Critical Reader*, Blackwell Publishers, Oxford.
- Indian Express*, 25 August 1995.
- James, W.G., 1993, Postmodern Lazarus? Racism, Anxiety and Aggression in the Late Modern World, Inaugural Lecture, New Series No 181, University of Cape Town.
- Kothari,S "Whose Independence ? The Social Impact of Economic Reform in India", *Journal of International Affairs*, Summer 1997.)
- Marais, H., 1998, South Africa: *Limits to Change, The Political Economy of Transformation*, UCT Press (Cape Town) and Zed Books London.
- Nkrumah, K, 1967 *Forward to Not Yet Uhuru*, O. Odinga, Heineman, London.
- Sivanandan, A., 1990, *Communities of Resistance: Writings on black struggles for socialism*, Verso, London.
- South African Human Rights Commission, 1999, *A report on a study on racism, racial integration and desegregation in South African Public, Secondary Schools*, Johannesburg
- Taylor, V, 1998, *HIV/AIDS and Human Development in South Africa*, Amabhuku Publications, Pretoria
- The Corner House. Briefing 5: *The Myth of the Minimalist State*, UK, 1998.
- Van Diepen, M., 1989, *The National Question in South Africa*, Zed Books, London.
- Williams, F., 1989, *Social Policy: A Critical Introduction*, Polity Press, Cambridge
- Wolpe, H., 1988, *Race, Class and the Apartheid State*, UNESCO and James Currey Ltd, UK.
- World Bank. *The State in a Changing World: World Development Report*, 1997, World Bank, Washington DC 1997, Fig 1, p2.

4 Politiques et pouvoir

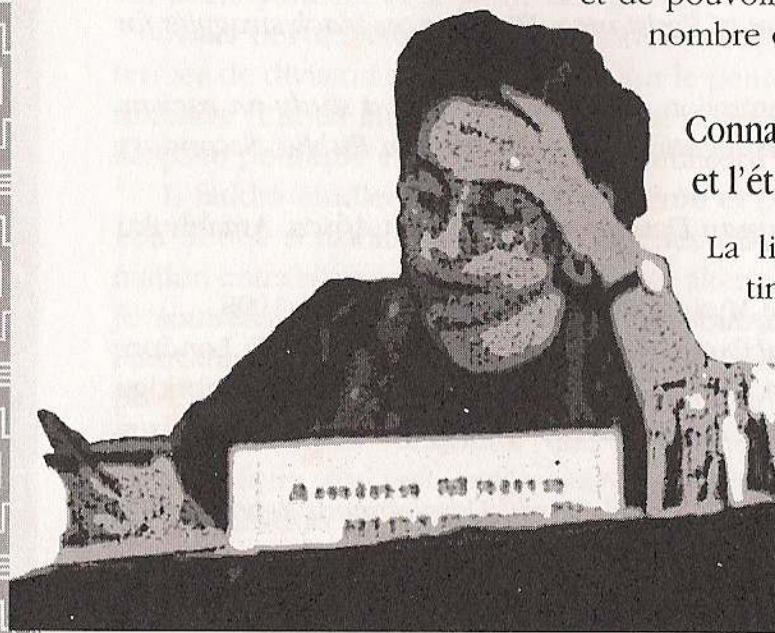
4 1 Réflexions préliminaires sur genre, politiques et pouvoir dans les contextes africains.

Amina Mama (Nigéria)

En Afrique, la politique du genre en tant que domaine de recherche en est encore à ses débuts. Il est impératif de soulever les questions intellectuelles et théoriques qui débattent des problèmes du genre, du pouvoir et de la politique. Mais l'état des connaissances en matière de politique et de pouvoir présente, en Afrique, un certain nombre de difficultés pour le chercheur.

Connaissance académique occidentale et l'état en Afrique

La littérature montre qu'on a continuellement utilisé des cas spécifiques pour émettre des généralisations sur les tendances africaines, lesquelles s'introduisent alors dans les constructions impériales de la connaissance de l'Afrique. La tendance intellectuelle générale, particulièrement caractéristique des travaux



externes, est de se concentrer sur un aspect spécifique d'un contexte et d'un moment, et d'en tirer des généralisations. Un examen plus minutieux de la politique et du pouvoir en Afrique révèle que les dynamiques entre les formes de pouvoir autochtones et celles introduites de l'extérieur, ainsi que la manière dont elles ont joué au sein de l'état, ont créé d'énormes différences entre les états nations du continent africain. Il nous faut reconnaître que cette tendance aux généralisations a créé des problèmes dans le domaine de la connaissance, ce qui est problématique dans la mesure où ces généralisations sont reflétées dans les recommandations de politiques internationales sur la "bonne gouvernance", la "restructuration politique" et les recettes pour un développement politique.

Ce qui complique également la connaissance africaine, c'est le changement constant – le taux très important de transformations continues et la grande diversité à travers le continent et à l'intérieur des états nations. Combien d'états africains sont assez stables pour être soumis à une analyse ? Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de thèmes communs qui puissent être explorés. Mais cela suggère que les composantes communes ne peuvent être perçues qu'à de très grandes distances de ce qui se passe sur le terrain, et que cela sera vraisemblablement, et pour une grande part, le produit de forces externes, puisque les politiques d'organisations transitionnelles, telles que les Politiques d'Ajustement Structurel, ont un effet homogénéisant.

Les condamnations de l'état africain par les intellectuels occidentaux font écho à celles des sociétés multinationales dont la réponse est de contourner ou d'affaiblir l'état. Ceci soulève une série de questions importantes : à qui appartient l'état et qui dirige les prises de décisions politiques ? Les états africains sont-ils réellement des états africains, ou le sont-ils seulement de nom ? Où le pouvoir réside-t-il et qui dirige les processus de restructuration ? Quelles sont les implications en regard de l'analyse de la question du genre ? Les femmes ne peuvent pas se permettre de laisser tomber l'état. Les progrès que les féministes ont faits leur ont été acquis principalement à travers l'état, ou les relations entre l'état et les sociétés civiles. Qu'est-il advenu de la position de la femme là où l'état s'est effondré comme au Rwanda ou en Sierra Leone ? Quelle forme le pouvoir et la politique prennent-ils dans ces régions ? Comment vit-on l'expérience d'être apatride, d'être réfugié ?

La connaissance de la politique africaine vient souvent des sciences politiques, domaine très centré sur l'état, représentant surtout l'état comme site du pouvoir. Il en résulte des analyses qui insistent sur les échecs retentissants de l'état africain, décrit comme étant corrompu, patrimonial, néo-patrimonial, négatif, cannibale, source d'échec et de la crise africaine. Cette description antiétatique des états africains fait écho à l'idéologie impériale et à l'opinion négative de l'Africain. Alors qu'il est peut-être vrai que l'autoritarisme est un trait de l'état africain, la question est de savoir si c'est là un aspect caractéristique de l'état africain, ou si l'autoritarisme n'est qu'une manifestation d'une forme de pouvoir.

Connaissance féministe et l'état

Les études féministes ont approfondi la notion de pouvoir et de politiques aux niveaux des micro et macro-politiques, et démontré que le pouvoir social n'est pas uniquement le pouvoir de l'état. Toutefois la plupart des études féministes sur l'état en Afrique sont d'origine occidentale, et se rencontrent dans des compilations du Tiers-Monde. L'Afrique n'est pas très bien représentée au sein du féminisme international. Alors que l'érudition féministe occidentale soulève d'importantes questions sur les femmes et l'état en Afrique, la division public-privé a-t-elle la même signification dans des contextes où de très différentes divisions sexuelles du travail ont cours ? De même, que signifie la dichotomie public-privé quand un dictateur traite l'état comme sa propriété privée, ou quand une épouse privée jouit d'un immense pouvoir public ? Aborder la notion public-privé en Afrique, c'est ouvrir une boîte de Pandore.

L'influence de l'érudition féministe sur les travaux féministes africains n'est pas sans présenter des problèmes. Les féministes africaines doivent questionner l'outil apparemment politiquement correct du féminisme occidental qui projette une image unique des mouvements de femmes africaines à travers le continent. Ces analyses manquent de profondeur. Les publications de Nina Mba et de Ceryll Walker marquent un nouveau départ dans l'historiographie féministe d'Afrique, et ont été suivies par un certain nombre d'importantes études. Cependant, la plupart des travaux féministes africains paraissent sous forme d'articles dispersés. Un grand effort sera requis pour bâtir une connaissance féministe sur le genre, la politique et le pouvoir en Afrique. Dans certains pays on n'a pas encore proprement documenté quarante années de politique.

Le défi s'adresse à nous, universitaires africaines, de rendre la connaissance active. Ce qui constituera alors une source d'information pour les stratégies politiques féministes. Nous devons nous pencher sur des questions comme : Les militantes féministes doivent-elles faire partie de l'état ou entamer des pourparlers avec l'état ? Comment pouvons-nous devenir plus stratégiques dans nos contacts avec l'état ? Comment approfondir ces contacts ? Il faut nous assurer que l'état introduise les réformes pour lesquelles les femmes ont fait campagne. Nous devons identifier les lois et les lignes de conduite qui répondent aux exigences des femmes mais qui ne sont pas appliquées. Nous devons identifier les lois pour lesquelles les femmes ont fait campagne et qui ne sont pas respectées, et les lignes de conduite qui soutiennent un pouvoir patriarcal. L'identification de stratégies appropriées est destinée à entraîner dilemmes et conflits pour les militantes de la parité des genres.

En Afrique le militantisme s'est souvent borné à faire entrer davantage de femmes dans des postes officiels du pouvoir et autres institutions. Nous devons poser la question:

Comment assurer que les femmes mettent le féminisme en pratique une fois qu'elles sont au pouvoir ? La culture "First Lady" est un exemple extrême de ce problème. Cette culture, qui vient d'Amérique du Nord et qui est maintenant devenue pratique autochtone, pose un défi aux militantes féministes d'Afrique.

Les "First Ladies" prêchent des idées conservatrices sur le rôle des femmes, mais elles ont également multiplié les organisations de base et gagné le soutien de femmes instruites. Le problème de la culture "First Lady" est loin d'être simple.

Les régimes de transition posent eux aussi un défi aux militantes féministes. Les femmes qui donnent leur appui aux régimes militaires "de transition" semblent souvent peu concernées par cette "transition", du fait qu'elle ne savent pas exactement vers quoi on est en train de transiter. Toutefois, les femmes n'apparaissent pas de façon significative dans les structures politiques des régimes de transition. Il faut poser la question : Qu'est-ce que la transformation apporte ? Devons-nous tout simplement laisser tomber le dispositif de la machinerie nationale pour accomplir une transformation parce qu'il n'a pas tenu ses promesses, ou faut-il entreprendre une restructuration ? Quelles sont les alternatives si on annule le processus ?

Porter l'attention sur l'état et ses manquements a constitué un aspect de la stratégie neo-libérale mise en œuvre pour remplacer l'état par les forces du marché. Parallèlement à cela, il s'est développé un intérêt croissant pour les sociétés civiles dans lesquelles on a vu une alternative au "mauvais gouvernement".

Tout cela est-il bien réaliste, et qu'est-ce que la perspective du genre apporte à la théorie et à la pratique de la société civile ?

Nous devons aussi examiner de près la société civile pour essayer de comprendre pourquoi les organisations de femmes sont limitées. Les possibilités et la portée des organisations de femmes sur le continent demeurent très faibles et leur autonomie est menacée. La société civile n'est pas toujours civile envers les femmes, et les structures patriarcales font que la société civile est organisée contre les intérêts des femmes. Nous en avons vu un exemple au Zimbabwe où certains secteurs de la société civile se sont arrangés pour réduire ce que les mouvements de femmes avaient acquis pour rétablir une autorité patriarcale au nom de la tradition et de l'authenticité.

Les militantes féministes ont besoin d'élaborer une toute nouvelle stratégie au niveau local, national et international. Nous devons demander quelles sortes de solidarité il est possible d'établir à travers la région; à quels contacts internationaux avoir recours lorsque la polémique l'emporte sur la pratique et la fiction sur la réalité; comment ébranler les sites du pouvoir où se fabrique la tyrannie; comment utiliser la rhétorique qui soutient la cause des femmes; quels sont les espaces dont cette rhétorique facilite l'ouverture. Nous devons analyser à nouveau les concepts de genre, de politiques et de pouvoir. Ce domaine n'est plus exclusivement réservé à un mouvement de femmes autonome. L'état et les partis politiques se mêlent, eux aussi, des politiques du genre. Les militantes féministes devront repenser les politiques du genre en Afrique, et élaborer de nouvelles stratégies pour promouvoir une transformation dans le domaine de la parité des sexes.

4.2 Genre, politiques et pouvoir dans les contextes africains

Aminata Diaw (Sénégal)

Cette présentation traite de la production de l'exclusion, du pouvoir masculin et du pouvoir féminin, et de la façon dont ces éléments affectent le pouvoir de production. Elle commence par identifier trois processus marquants qui ont vu le jour sur le continent africain au cours des deux dernières décennies : les Politiques d'Ajustement Structurel (PAS), la transition démocratique et la mondialisation. Elle note que le triomphe du libéralisme a entraîné une préoccupation pour la stabilité macro-économique et les dettes plutôt que pour les questions humaines. Elle soulève des questions à propos de l'hégémonie de l'état et l'interaction des états nationaux avec la mondialisation.

Les idées de Samir Amin fournissent un point de départ idéal pour analyser la question de l'état dans le contexte africain à notre époque. Amin questionne la manière dont l'Afrique est entrée dans le processus de démocratisation, et fait remarquer que l'Afrique n'a pas produit la modernité. Au lieu de ça, l'entrée de l'Afrique dans le processus démocratique aura eu pour effet de faire agir l'Afrique pour le bénéfice du capitalisme. L'état a échoué en tant que structure de production et, en conséquence, a renégocié sa base de pouvoir et sa légitimité politique en termes de genre et de relations ethniques.

Les femmes ont réagi à cette restructuration de nombreuses façons. En particulier, la convention des femmes de Beijing, en 1995, a soulevé la question critique du genre et des politiques dans le processus de transition démocratique. Premièrement, en quoi les processus de transformation ont-ils affecté le pouvoir et les politiques ? Deuxièmement, en quoi les différentes formes de pouvoir ont-elles affecté l'entrée des femmes en politique ? Les femmes sont-elles passées de la position d'objet à celle où elles ont un rôle de sujet ? Troisièmement comment les femmes prennent la responsabilité du processus politique dans leur vie ? Ces questions seront abordées ici sous les thèmes pouvoir masculin et politique d'exclusion, et pouvoir féminin et politique de défi au pouvoir masculin.

Pouvoir masculin et politiques d'exclusion

La politique d'exclusion a été la tendance dominante des stratégies de développement mises en œuvre tout de suite après l'indépendance.

L'état s'est présenté comme le principal agent de démantèlement des forces sur des critères de genre et d'ethnicité. Ceci est illustré par la manière dont les objectifs nationaux ont été définis. Au Sénégal, par exemple, les femmes n'ont pas été incluses dans les objectifs nationaux avant 1977-1981.

La mission de l'état post-indépendance était définie comme une mission de développement et d'édification de la nation, domaines où il n'était nullement fait mention des femmes.



C'est alors que les femmes ont commencé à questionner cette approche à l'édification d'un état africain sur la base de l'exclusion des femmes. Avec le retour des femmes décidées à jouer un rôle sur la scène nationale, l'édification de la nation passa d'une stratégie unifiée à une stratégie plus diversifiée. Les femmes demandèrent le droit à la parole et devinrent plus visibles sur la place publique en participant à des organisations de femmes. Elles adoptèrent le thème des "droits", exigeant entre autres, le droit de contrôle de leur corps et le droit à l'emploi. De cette manière, les femmes questionnaient la domination des hommes et défiait la stratégie de l'état qui consistait à ignorer les femmes.

La transition vers la démocratie a parfois été appelée l'économie politique de la liberté. Mais la transition n'a pas accordé d'espace au discours féministe. Les femmes ont dû faire en sorte de défier l'hégémonie de l'état et la domination masculine qui y règne.

L'échec de la modernisation réside dans le fait que les femmes sont de plus en plus victimes d'une situation de survie sociale précaire. Mutations et changements ont laissé moins de ressources pour répondre aux responsabilités sociales de plus en plus importantes des femmes. La mondialisation a entraîné le déplacement des femmes de la sphère domestique vers la place du marché sans l'éducation ou l'environnement protecteur qui puisse leur permettre de survivre. La question de bonne gouvernance n'est pas politiquement neutre. Dans le contexte de la mondialisation, le rôle de l'état et son intervention quotidienne sont des mécanismes qui permettent une meilleure intégration de l'état dans le système capitaliste mondial. En Afrique et dans les Caraïbes, l'état a été privé des moyens de changer ses pratiques d'exclusion du fait qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des femmes.

Pouvoir féminin et politique de défi au pouvoir masculin

Posons maintenant cette question : les femmes ont-elles réussi à créer un outil pour défier l'état symboliquement et idéologiquement ? Le nombre de femmes

La transition vers la démocratie est le récit de l'exclusion des femmes. Nous avons besoin d'une nouvelle géographie qui prévoie de l'espace pour les femmes. Ce nouvel espace que les femmes recherchent devra permettre une négociation entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui en sont privés. La réalité, pourtant, est illustrée par la lumière des rues. Ceux qui détiennent pouvoir et mobilité conduisent leur voiture dans la lumière vive du centre de la rue. Les allées mal éclairées sont les espaces marginaux où sont assis les mendiants, où les chômeurs cherchent du travail, où ceux qui survivent par la force de leur corps s'éveillent à la tombée de la nuit. Ces allées devront devenir l'espace négocié de la nouvelle géographie. Ces nouveaux espaces représentent la déterritorialisation, de l'espace matériel, et la désocialisation, problèmes qui sont la conséquence du fait que les femmes quittent le royaume domestique pour survivre, mais sans protection adéquate. Les nouveaux espaces deviennent l'articulation d'un secteur informel de survie, une désarticulation totale de l'espace.

en position de pouvoir a-t-il changé la nature de ce pouvoir, ou bien ont-elles participé à la légitimation de ce pouvoir? Bien que les instruments juridiques aient été ratifiés par de nombreux pays, leurs gouvernements ne tiennent toujours pas compte des représentations et des intérêts des femmes. Ce qui explique la faible représentation des femmes au sein du pouvoir exécutif des pays africains c'est que le royaume politique est un monde masculin et andro-centriste qui semble être impénétrable aux femmes.

En Afrique les femmes ont adopté deux larges procédures pour faire face à leur exclusion du pouvoir d'état. Elles se sont approprié le discours international sur les droits des femmes, qu'elles utilisent pour servir la cause politique des femmes. Elles ont aussi envahi de nouveaux espaces afin de saper les bases de l'exclusion. Ces stratégies ont ouvert des espaces aux femmes et augmenter la présence des femmes sur la scène politique. Toutefois, ces stratégies n'ont pas ébranlé la domination mâle de l'état. Ni sapé les bases du pouvoir masculin.

Regard sur l'avenir

Les femmes devront s'élever contre la logique du marché pour s'assurer que celle-ci ne devienne pas une logique de l'exclusion. Elles devront créer un espace économique indépendant capable, dans une certaine mesure, de renverser le pouvoir masculin. Elles devront s'assurer que la nouvelle culture des droits des personnes soit en accord avec l'indépendance économique. Les nouveaux espaces créés par les femmes doivent être conçus sur les bases d'une culture de justice, et leur permettre d'y jouer un rôle.

4.3 Discussion : Politique et pouvoir

Fonctions de l'état et sécurité sociale

Les participantes ont fait observer que le fait que la Banque Mondiale ait abandonné la politique qui consistait à diminuer le rôle de l'état avait rendu celui-ci plus



fonctionnel en termes de libéralisation, mais que cela n'avait donné à l'état aucune fonction de responsabilité dans le domaine social. Le marché, en tant que facteur d'exclusion, n'a pas un caractère uniforme en Afrique, comme le démontrent l'Afrique Occidentale et l'Afrique du Sud. On a pu noter que chaque fois que les obligations et les capacités sociales de l'état sont menacées ou diminuées, la militarisation s'accroît. A la faveur de cette situation, les seigneurs de guerre s'emparent du pouvoir.

La déléguée de Tanzanie a fait remarquer qu'à l'époque où Julius Nyerere était président on payait les impôts et on bénéficiait des avantages sociaux. Depuis, les gens ont cessé de payer les impôts et les services sociaux se sont effondrés. Cela soulève une importante question. Comment réactiver la prise de conscience qu'il nous est possible d'améliorer les conditions de vie des gens ?

Démocratie, état et libération économique

Peut-il y avoir une définition différente de la démocratie pour l'Afrique ? Les féministes doivent-elles lutter pour faire tomber l'état ou soutenir les états en guerre ? Ces questions ont été posées par les participantes.

Certaines pensaient que démocratie ne devrait pas avoir un sens différent en Afrique. La difficulté pour la démocratie en Afrique, c'est d'identifier où se tient le pouvoir. Par exemple, le commerce des armes, à la suite de la libéralisation du marché, signifie que des groupes extérieurs à l'état ont exercé un énorme pouvoir agressif dans certains pays africains. Les états africains en transition, eux-mêmes, ont fini par abandonner la question de la parité hommes-femmes. Les participantes pensaient que les stratégies féministes devaient être placées dans un contexte spécifique si les femmes voulaient éviter d'être manipulées. Certaines participantes ont signalé le risque qu'il y avait de voir les projets qui suivront Femmes et le Développement (WID) créer un espace économique pour les femmes. D'autres ont demandé qu'on soit plus vigilantes en ce qui concerne la caractérisation de transformation qui nous est présentée. Nous devons savoir si transformation signifie libéralisation.

5 Institutionnalisation

5.1 Institutionnalisation du genre en Afrique

Charmaine Pereira (Nigéria)

Dans la plupart des pays africains, l'institutionnalisation du genre a été associée aux structures WID/GAD ou a des mécanismes consistant en directions des affaires du genre et en unités opérant au sein de l'état. Deux pré-conditions sont indispensables au succès des structures WID/GAD : que l'état soit légitime et qu'il existe une volonté politique de promouvoir et d'établir une parité des genres.

La légitimité et l'institutionnalisation de la gouvernance sont déterminées par le contexte plus large de la théorie dominante de libéralisation actuelle. La libéralisation économique est promue comme pré-condition à la démocratie politique et à la bonne gouvernance. L'hypocrisie est flagrante lorsque la diminution du pouvoir de l'état signifie diminuer certaines parties des services de l'état tout en en renforçant sa force de coercition. Il est évident que les Politiques de l'Ajustement Structurel diminuent la légitimité de l'état et son habilité à gouverner. Ces tendances compliquent sérieusement les problèmes pour l'institutionnalisation d'une justice sociale qui inclurait une justice de parité des genres. La tendance à amalgamer les arguments d'équité et d'efficacité porte en elle le risque d'instrumentalisme – en d'autres termes, au lieu de demander ce que les femmes peuvent faire pour le développement, la question devient : qu'est-ce que le développement peut faire pour les femmes

Seules certaines formes de conflit social sont reconnues. Le conflit des genres n'est pas vu de la même façon que les conflits d'ordre



ethniques ou religieux. Il s'ensuit que les discours politiques parlent de partage du pouvoir sur des bases ethniques, régionales ou religieuses, mais jamais en termes de genre. Au Nigéria, le partage du pouvoir est discuté dans le cadre d'un fédéralisme d'états définis sur des bases territoriales et ethniques.

Les militantes féministes devront repenser le fédéralisme et chercher à le restructurer de façon à ce que soient pris en compte le soulagement de la pauvreté et la parité des genres. Ce qui veut dire établir des institutions d'état fonctionnelles dans les régions, et réaffirmer que la parité des genres est un aspect essentiel de la justice sociale. Cela signifie aussi que le point de départ du militantisme ne doit pas être l'efficacité mais l'équité, évoquant dans un nouveau contexte le slogan anticolonialiste "pas de paix sans justice".

Institutions du genre et volonté politique d'établir la parité des genres

Au Nigéria, les structures du genre qui ont été mises en place pour les femmes sont nées pendant des régimes militaires qui ont abordé la question des institutions d'état comme étant un aspect de la "transition". La place qu'elles tiennent dans le discours de transition implique que ces structures survivront aux régimes militaires. Mais il n'en est rien, puisque la volonté politique est de rester au pouvoir plutôt que d'institutionnaliser une justice de parité des genres. C'est ainsi que l'on voit les "First Ladies" incorporer les femmes dans des organisations qui s'accommodent de n'importe quel gouvernement au pouvoir. Cette façon d'incorporer les femmes sert à légitimer la marginalisation des femmes plutôt qu'à les inclure dans les courants officiels de la politique.

Les femmes et le cadre institutionnel des Droits de l'Homme - reconstruction de la souveraineté

Le cadre des Droits de l'Homme développé après la Conférence Mondiale de Vienne en 1993 a été utilisé comme outil par le courant dominant du féminisme. Le discours des Droits de l'Homme offre aux femmes un levier qui leur permet de reconstruire et d'exercer la souveraineté populaire à travers les réseaux mondiaux nationaux et régionaux. Ceci représente un défi à la mondialisation qui a tendance à miner la souveraineté, et à l'édification d'une souveraineté neutre en ce qui concerne les genres. Des rapports fantômes ont

Il est impératif qu'une politique existe pour que les droits soient respectés et mis en application. Et, pour que les femmes bénéficient des espaces qui sont mis à leur disposition par le discours des Droits de l'homme et par cette ligne de conduite, leurs organisations devront être renforcées et institutionnalisées. Les femmes devront être formées et qualifiées pour prendre part aux processus requis pour reconstruire les institutions et les fonctions de l'état, telles que l'élaboration d'une politique. Les femmes seront alors capables de s'élever contre l'ordre du jour néo-libéral qui consiste à utiliser les organisations de société civile pour les substituer à l'état pour les services qui devraient être sa responsabilité, et de défier les états qui appliquent ces méthodes.

émergé comme stratégies-clés des droits de l'Homme. Ces rapports alternatifs ont été utilisés par les femmes pour mettre l'accent sur les abus et pour faire pression sur les états signataires de la Convention pour l'Elimination de toutes formes de Discrimination contre les Femmes (CEDAW) et autres conventions. Les rapports fantômes ont été utilisés pour identifier les violations des droits des personnes, nommer ceux qui ont commis ces violations et montrer ce que l'état a fait ou n'a pas fait pour remédier à ces violations.

Deux obstacles majeurs qui empêchent les femmes d'affronter l'état sont la résistance de la bureaucratie au changement, et le manque de bases sociales. Pour surmonter le premier obstacle, il faut augmenter la présence des femmes dans le secteur public, soutenir leur prise de conscience naissante, et trouver des moyens pour combler les fossés créés parmi les femmes par les différences de classe, d'ethnie, de religion, d'âge et de langue. Pour faire face au deuxième problème, il conviendra d'édifier de fortes organisations féminines autonomes et de s'engager dans une politique d'alliances. Ces stratégies combinées permettront peut-être de réussir à institutionnaliser une justice sociale et une parité des genres.

5.2 Discussion : Institutionnalisation

La discussion sur les questions d'institutionnalisation s'est concentrée principalement sur les difficultés auxquelles il faudra faire face dans le processus d'élaboration d'une équité des genres.



Obstacles à la parité des genres

La déléguée de Tanzanie a fait remarquer que les gouvernements civils de l'Afrique Orientale sont aussi coupables d'hostilité envers la parité des genres et la corruption que les régimes militaires d'Afrique Occidentale.

Les participantes ont souligné que la "surdité" et la résistance des hommes au discours féministe, et la façon dont ils continuent de ridiculiser la question du genre représentent un obstacle à l'institutionnalisation de la parité des genres. Une des déléguées du Sénégal a décrit la manière dont les représentants de Zambie avaient menacé la délégation de l'ONG féminine lors de la conférence de planification de Beijing + 5.

Les participantes insistent sur le fait que les femmes devront trouver un moyen de venir à bout de la corruption qui sévit parmi les fonctionnaires de l'état, comme dans les cas où certains se sont approprié ou ont emprunté des fonds destinés à l'all gement de la pauvreté dont les femmes sont les premières victimes. Les traités multilatéraux comme OMT sapent les bases des droits des personnes liés aux instruments internationaux. Même lorsque les gouvernements nationaux signent des documents tels que CEDAW, les règles de OMT rendent impossible l'application du respect des droits des personnes. De tels facteurs, ainsi que la privatisation des services, forment des obstacles à l'institutionnalisation de la parité des genres.

Démantèlement de la société civile

L'une des participantes était de l'opinion que le terme de société civile était dangereux pour qui veut édifier une forte base sociale, dans la mesure où ce terme ne reconnaît pas le fait que les organisations ont souvent des positions différentes de celles des masses populaires. Construire une base sociale solide n'implique pas seulement des activités de lobby, de plaider et de recherche, mais aussi le devoir de rapporter les idées aux sections locales. Les déléguées ont été pri es de faire un rapport à l'occasion du prochain atelier de DAWN sur la manière dont la connaissance et les mécanismes développés au cours de l'atelier ont été utilisés.

D'autres participantes pensaient que le terme de société civile était utile mais ont fait remarquer que la société civile elle-même est dynamique et en mutation permanente. Par exemple, dans certains contextes, les mouvements sociaux ont disparu pour se transformer en ONG, donnant une nouvelle forme à la société civile. La société civile a de nombreuses facettes et comprend, non seulement des organisations progressistes, mais aussi des groupes conservateurs. Ce qui montre que nous devons spécifier de quelles organisations de société civile nous parlons. Ce qui montre également que les buts et objectifs des organisations doivent être clairs si elles veulent être capables d'œuvrer pour une justice de parité des genres.

6 Le mouvement féministe et l'état

6.1 Institutionnalisation du genre : Examen des stratégies de l'état pour une égalité des genres

Shireen Hassim (Afrique du Sud)

Quelques hypothèses

Le fait de travailler sur une restructuration politique remet en question votre attitude idéologique. La notion de l'état en tant que série d'institutions complexes, contradictoires et désagrégées est plus utile que celle de l'état comme entité monolithique. Différents aspects de l'état imprègnent notre vie de significations différentes.

Il ne s'agit pas là de nier les dimensions coercitives de l'état. Cela nous permettra plutôt de comprendre la manière dont les institutions représentent les intérêts des femmes.

Les rouages de l'état sont des moyens institutionnels qui permettent à celui-ci de prendre les intérêts des femmes en considération, mais qui partent du principe qu'il existe une série pré-définie d'intérêts féminins qui demandent à être étudiés. Certains droits ont été acquis par les mouvements de femmes plutôt que définis par les rouages du genre de l'état. Ce qui montre bien que l'état n'est pas neutre.




Ce papier traite de trois domaines d'intérêt (en Afrique du Sud):

- Des questions-clés telles que : Quels sont les nouveaux terrains de communication entre l'état et la société civile sur les questions d'inégalité des genres ? Quel impact l'institutionnalisation des rouages du genre a-t-il sur l'habileté des organisations de femmes à se mobiliser ?
- La façon dont les femmes sont constituées à deux niveaux de l'état : la sphère représentative et la bureaucratie.
- De quelle manière les intérêts des femmes sont pris en compte dans la politique d'allocation d'entretien des enfants ?

Nouveaux terrains de communication

En Afrique du Sud, les organisations de femmes ont dû, à partir de 1990, se réorienter vis-à-vis du gouvernement pendant la période de transition de façon à engager des pourparlers avec l'état. Ceci était facilité par la confiance très répandue dans l'habileté du futur gouvernement de l'ANC à se pencher sur les questions d'inégalité des genres. Pendant la période de transition, le transfert de l'autorité politique se concentrait sur l'organisation institutionnelle destinée à consolider et à soutenir la démocratie. L'institutionnalisation était vue comme un moyen de diminuer les conflits en Afrique du Sud. Bien que les organisations de femmes n'aient pas eu, pour créer des conflits, les mêmes objectifs que le capital ou les mouvements syndicalistes, elles avaient maintenant plus d'espace et de possibilités que sous le régime de l'apartheid. Une fois en place, les mécanismes du genre allèrent au delà d'une structure unique au gouvernement (comme, par exemple, un ministère), parce-que les militantes avaient compris l'importance d'une structure compréhensive et d'une combinaison de mécanismes institutionnalisés. Cette combinaison comprend le Bureau du Statut des Femmes (OSW), la Commission pour l'égalité des Sexes (CGE), une clause constitutionnelle sur l'égalité et les structures du genre au Parlement. L'OSW est responsable de la conceptualisation d'une politique nationale du genre et de la liaison entre les organisations de société civile qui traitent de questions relatives aux femmes, le Bureau du Président et le Parlement. Ce mécanisme a eu pour résultat que l'état est devenu plus perméable à la politique des femmes.

Les rouages de l'état en matière de genre ne sont pas neutres : la manière dont les femmes sont constituées en un groupe pour lequel l'état fournit des services est profondément politique. Différentes institutions présentent des revendications pour différents groupes de femmes. Nous devons établir de quelle façon l'état se fait le médiateur de ces revendications. On pourra arguer que toute politique sociale porte en elle le risque d'incorporer et de privilégier certains intérêts du fait que l'état ne peut pas agir séparément au nom de chaque intérêt. Il est toutefois important de savoir ce qui a été oublié ou écarté au cours de ce processus dans la mesure où de telles pratiques ouvrent ou ferment des espaces pour les femmes.



Les mouvements sociaux constitués d'organisations de société civile peuvent être affaiblis quand ils sont institutionnalisés. L'institutionnalisation peut avoir pour effet de démobiliser la société civile, et invite souvent le peuple à prendre part à la politique "de manière correcte". C'est là une façon de considérer la notion d'institutionnalisation. Une autre approche consiste à voir dans l'institutionnalisation un moyen officiel d'ouvrir des "habitats" pour les militantes qui permet de réfléchir à la prochaine phase du combat. En Afrique du Sud, elle est la preuve que le gouvernement de l'ANC a ouvert de nouveaux espaces pour les militantes féministes de la société civile, et particulièrement pour les groupements marginaux.

Loin pourtant de nier que l'institutionnalisation ait eu pour résultat une plus grande stratification de la société civile. En effet, la société civile est fracturée sur trois lignes principales :

- Au niveau national – depuis 1994, cette période a vu le déclin de la Coalition Nationale des Femmes (WNC), laquelle a été remplacée par des réseaux sectoriels qui sont très articulés sur les questions de lignes de conduite, ayant un accès relativement bon au processus d'élaboration de celles-ci, tels que le lobby du National Network Against Violence, Reproductive Rights Alliance et Anti Poverty Alliance;
- Au niveau politiques et plaidoyers – comme on peut le constater chez des groupements tels que Gender Advocacy Project et IDASA qui ont de bonnes ressources et qui sont bien informés sur les besoins de l'environnement politique en matière de politiques, de techniques et de recherches;
- La masse d'organisations de femmes, au niveau local, qui sont les contacts les plus intimes avec les besoins des femmes mais n'ont pas les ressources pour avoir quelque influence au niveau national. Ces organisations continuent d'utiliser les tactiques politiques des mouvements sociaux tels que protestations et agitations, comme l'a fait le New Women Movement pour l'allocation d'entretien de l'enfant.

La mesure dans laquelle l'institutionnalisation est progressiste ou démobilisante dépend des liens qui existent entre ces trois niveaux et l'état. Les cas où l'approche de l'état à la question du changement dans le domaine du genre a été couronnée de succès, ont été ceux qui ont combiné les initiatives de l'état et celles de la société civile, leurs itinéraires stratégiques étant complémentaires plutôt que séparés.

Politiques représentatives et institutionnalisation du genre au gouvernement

La nature contradictoire de l'état implique qu'il existe des domaines où l'état réussit mieux que dans d'autres, et l'expérience des femmes varie selon le secteur de l'état auquel elles s'adressent. Le Parlement, par exemple, est une élite relativement petite dont le parti de l'ANC constitue une forte majorité et qui ne craint pas de perdre des votes s'il soutient une politique d'égalité des genres. Le Parlement offre donc une institution d'état plus ouverte et plus

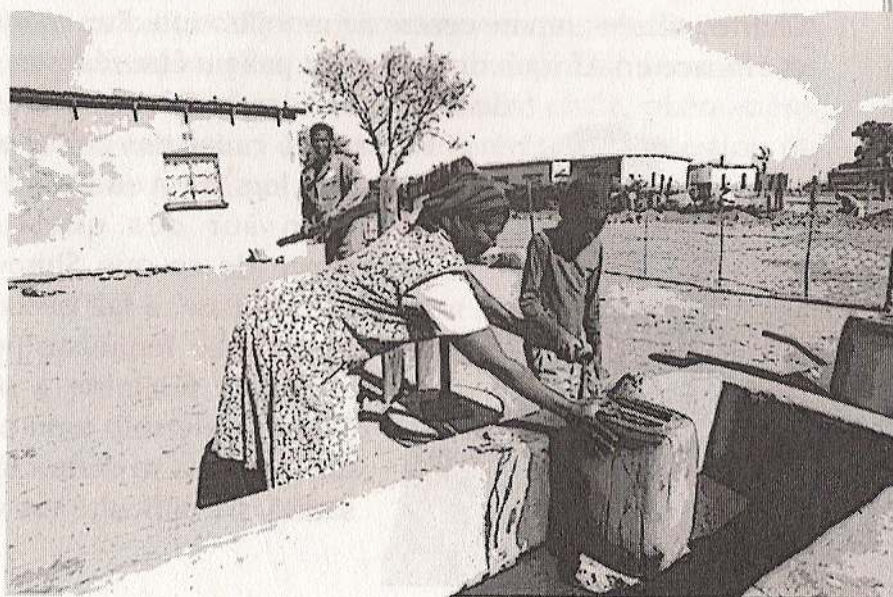
perméable aux transformations, et ce pour plusieurs raisons : du fait qu'un grand nombre de progressistes sont entrés au gouvernement, en raison de la volonté politique du parti majoritaire, et parce que des militantes féministes ont pu avoir accès au système.

Par contraste, la fonction publique n'a pas remporté le même degré de succès malgré le grand nombre de nouveaux arrivants dans les services de l'état. L'administration a retenu un grand nombre de fonctionnaires du régime de l'apartheid, et on n'y trouve pas de parti fortement majoritaire qui soutienne les militantes féministes, comme c'est le cas au Parlement. Par exemple, OSW a compris que la volonté politique qui existe dans les hautes sphères de la politique ne facilitait pas sa tâche au niveau de services spécifiques de l'administration. Le racisme est toujours présent dans les services administratifs, et les femmes noires n'ont pas le poids politique institutionnel nécessaire pour combattre cette double exclusion.

Dans le domaine de la bureaucratie les challenges se présentent sous deux aspects. Premièrement, les femmes qui travaillent dans la fonction publique devront transformer les structures internes du gouvernement pour créer une culture qui fasse que les femmes y soient traitées sur un pied d'égalité avec les hommes. Deuxièmement, elles devront influencer l'allocation de ressource et la politique des priorités de façon à ce que les besoins des femmes soient pris en compte par les agences de distribution des services.

Constitution des intérêts des femmes : cas de l'Allocation d'Entretien de l'Enfant

Le cas de l'Allocation d'Entretien de l'Enfant démontre clairement qu'on ne peut pas compter uniquement sur les structures de l'état, mais qu'il faut aussi agir en dehors du gouvernement. Les organisations de femmes ont réagi avec colère à la manière dont un taux forfaitaire d'allocation d'entretien de l'enfant a été décidé, annulant l'allocation autrefois attribuée aux mères blanches, indiennes et métisses, transférant ainsi de l'état aux parents la responsabilité de l'entretien des enfants. Les militantes ont fait remarquer que bien que la ligne de conduite ait été conçue par une militante et appuyée par des experts sociaux bien disposés envers



les femmes, le système, en fin de compte, soutenait le principe de la privatisation sous couleur de responsabilité parentale, et agissait contre l'intérêt des femmes.

Enfin, le danger existe que, au cours du processus d'institutionnalisation du genre et de la stratification que cela entraîne, les questions du genre deviennent le domaine des universitaires et des technocrates, ainsi que d'une nouvelle élite du genre séparée des masses de base et de la classe ouvrière noire. Une "Realpolitik" s'impose pour revenir à une articulation efficace des questions de genre.

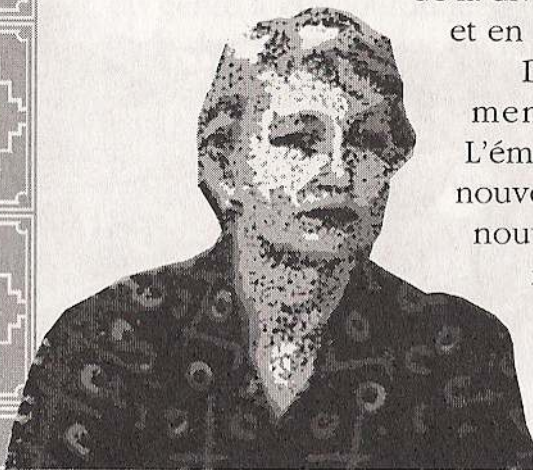
6.2 La société civile et l'état : Le changement de nature des organisations de femmes au cours de la décennie 1990.

Sbeila Meintjes (Afrique du Sud)

Le centre d'intérêt de cette présentation est l'ONG-énisation, ou récupération du féminisme par les ONG, au cours des années 1990. Ce phénomène implique un glissement du militantisme vers des interventions sur des points spécifiques et des stratégies pragmatiques.

Le féminisme sud-africain se situe dans les besoins matériels des femmes. A partir de 1990, la stratégie des militantes féministes a été de dresser une ligne d'action claire pour répondre à ces besoins. En particulier, la Coalition Nationale des Femmes (WNC), sous l'impulsion de la Ligue des Femmes de l'ANC (ANCL), rédigea la Charte des Femmes pour une Egalité Effective. Ce qui dominait les débats de cette époque-là, c'était ce que devrait être la relation entre les organisations de femmes et l'état. Si la WNC a pu influencer la constitution et une bonne quantité de lignes de conduite et de lois (criminalisation du viol entre époux, protection des femmes contre la violence domestique, et criminalisation de la discrimination envers les femmes), certains des objectifs féministes de la WNC n'ont pas été atteints. Si les espoirs de la WNC de voir la Charte utilisée comme centre de mobilisation d'un mouvement de femmes fort et efficace en Afrique du Sud n'ont pas pu être réalisés, c'est en partie, à cause de la diversité des intérêts en présence au sein de la WNC, et en partie à cause des faiblesses de la direction.

Depuis lors, il y a eu d'autres phénomènes de fragmentation sur des questions d'organisation. L'émergence de ce que Shireen Hassim appelle les nouveaux "habitats" a fait obstacle à l'émergence d'un nouveau "public féministe" politisé et mobilisé. Le mouvement féministe a souffert de la perte du rôle de leadership tenu par l'ANCWL qui, par la suite, n'a pas su définir un rôle pour son organisation. La difficulté est venue en partie du fait



que la Ligue des Femmes s'est définie comme un "mouvement" et n'a pas été capable d'établir un rapport avec l'ANC en tant que parti. Ces nouveaux développements ne semblent pas favoriser l'émergence d'un nouveau mouvement de femmes. Il ne serait pas impossible toutefois qu'un mouvement féministe se développe à partir du Réseau Contre la Violence envers les Femmes.

Le Mouvement Anti-Violence

Le Mouvement Anti-Violence a évolué depuis l'époque "Rape Crisis" (Urgence Viol) de ses débuts, alors une petite organisation blanche, de façon à embrasser un groupement plus large, abandonnant aussi son attitude de non-communication avec l'état. Ce changement a été accompagné par un changement dans le discours et l'entrée en scène d'un groupe plus articulé et plus professionnel qui élabore une nouvelle relation avec l'état. La question de la violence et ce dialogue avec l'état ont transformé la façon dont le mouvement féministe aborde les décisions politiques. Des professionnelles issues des organisations "Rape Crisis" ainsi que d'autres militantes, sont entrées au cœur des prises de décisions et ont été invitées à élaborer une législation; elles ont joué un rôle-clé dans l'élaboration et l'adoption par le Parlement du projet de loi sur la Violence Domestique en 1998. En tant qu'ONG, Rape Crisis fait partie de l'institutionnalisation des questions de violence et de viol. Au cours de ces transformations, les femmes de la base populaire ont perdu voix au chapitre.

Ce qui ne veut pas dire que les pressions de la société civile n'ont pas joué un rôle important dans les prises de décision politique. Des organisations ont mis sur pied des campagnes, et des intellectuelles ont interpellé l'état pour décider d'une ligne de conduite. Mais ce qui a été particulièrement important, c'est l'entrée au gouvernement (au Parlement et dans l'administration) de femmes-clés militantes féministes à des postes décisionnaires.

Quant aux nouveaux mécanismes de CGE et de OSW, ils n'ont pas été particulièrement importants – ils n'ont pas joué un rôle central dans le processus de prise de décisions. C'est plutôt le processus de professionnalisation qui a créé des possibilités de gains politiques féministes au gouvernement. Le problème reste que ces professionnelles n'ont pas toujours de liens étroits avec une plus large mobilisation des femmes de la société civile, phénomène qui a été exacerbé par la fragmentation du centre d'intérêt de la question du processus de ligne de conduite politique.

6.3 Mouvements sociaux, mouvements de femmes et l'état dans le contexte africain

N'Dri Thérèse Assie-Lumumba (Côte d'Ivoire)

Cette présentation examine les questions-clés se rapportant à la nature de l'état et au mouvement de femmes. Elle commence par une critique de l'argument qui veut qu'en Afrique l'état ait échoué.

Que veut-on dire quand on parle de l'échec de l'état ?

Que veut-on dire lorsqu'on dit que l'état n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis des femmes ? Est-il possible de provoquer des changements capables de transformer de façon significative sa nature première et sa mission. Les femmes peuvent-elles, même en grand nombre, réussir à transformer l'état ou, tout au moins, à établir un partenariat honnête et productif avec l'état ?

Accepter sans critique que l'état africain a échoué dans ses objectifs équivaut à soutenir qu'il est possible de transformer le capitalisme en un système centré sur l'humain et œuvrant en faveur des classes ouvrières. L'état africain n'a pas été conçu pour s'occuper des besoins des femmes, alors pourquoi s'être attendu à ce qu'il le fasse ?

La carte politique actuelle de l'état africain est un reflet du colonialisme, et la position des femmes dans l'état est la continuation du débat des Européens. La dernière décennie du 20^e siècle fournit une base légitime pour un discours sur le "mouvement démocratique". Cependant, la plupart des références les plus en cours sur la démocratisation présentent une démocratie libérale et sa tradition occidentale de démocratie procédurale, souvent réduite au concept de l'égalité officielle contenu dans la formule "une personne, un vote". Et pourtant la démocratie, la démocratie de participation, définit la démocratie comme un gouvernement pour lequel le peuple possède un mécanisme systématique ou institutionnalisé de participation libre et authentique. Il nous

faut considérer les tentatives de reproduction des traditions et valeurs occidentales dans l'art de gouverner, et voir si elles s'harmonisent ou non avec les traditions africaines et les conditions sociales et économiques contemporaines dans le désir de changement. L'art de gouverner est philosophiquement universel, mais les

valeurs, les styles de gouvernement, les types de partis politiques, dont les intérêts sont protégés, et la possibilité pour les masses d'interpeller l'état, ne sont pas universels. Nous devons discuter des formations politiques avant la conférence de Berlin. Nous devons nous poser la question de savoir comment nous en sommes arrivés là. Comment les Peuples



africains parvenaient-ils à résoudre leurs problèmes avant l'arrivée des Européens ?

Identification des aspects positifs de la culture africaine qui soutiennent les femmes

Les Africains, eux-mêmes, ont fini par prendre l'habitude de rejeter les attributs culturels de l'Afrique les plus positifs. La présence d'un équilibre des genres dans la formulation et l'application des lignes de conduite ainsi que la participation active au processus politique ont été observées tout au long de l'histoire jusqu'à la domination européenne. Avant l'ère coloniale, des femmes de différentes régions africaines jouaient un rôle-clé dans l'édification du pouvoir de l'état en Afrique, par exemple, en Afrique Occidentale, dans l'Afrique Centrale de l'Ouest-Kongo. Les chercheurs n'ont pas de fonds pour faire des recherches sur les aspects du pouvoir d'habilitation de la culture africaine. La société nous fait croire que nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir de pouvoir. Ce qui est faux, il suffirait que nous prenions la peine de faire des recherches. Prenons pour exemple ces Africaines du Mali qui se sont mises à célébrer d'anciens rituels africains afin de démontrer leur opposition à un leader islamique.

Avant l'avènement du colonialisme, de nombreuses sociétés africaines n'étaient pas divisées selon un ordre hiérarchique des genres. Certains espaces ont été hiérarchisés sous l'autorité du colonialisme. L'édification de l'état moderne a exclu les femmes à partir de la période de la conférence de Berlin. Des institutions et des positions ont été créées par les Européens, ou bien les anciens systèmes ont été réorientés, selon l'euphémisme de la "chefferie traditionnelle" pour servir les intérêts des Européens. Ces facteurs comprenaient la diffusion d'une éducation formelle et la transformation entraînée par l'économie capitaliste dans les familles qui étaient des unités de production et de consommation dans lesquelles les femmes jouaient un rôle prépondérant de productrices et de gestionnaires. On introduisit également un nouveau système de sécurité/ militaire, entièrement composé de mâles, et fondé sur la religion (Islam et Christianisme) selon une interprétation masculine. Tous ces facteurs s'accordaient pour déplacer, écarter et expulser les femmes des positions qu'elles avaient tenues jusqu'alors. Dans le contexte de l'état post-colonial, les femmes n'étaient plus considérées comme alliées de valeur ou comme acteurs de quelque importance dans la gestion des affaires publiques d'un état moderne africain. Ce legs est en partie responsable du fait qu'aucune fonction officielle, aucun droit spécifique et aucune responsabilité n'était confié aux femmes. Les Epouses

Un défi majeur pour nous sera d'apporter une contribution à la connaissance et au discours pour trouver des solutions pratiques aux problèmes de l'Afrique. Nous devons explorer l'histoire cachée ou visible, mais négligée, qui existe en dehors des paradigmes populaires largement acceptés et contrôlés par le pouvoir central. Nous devons explorer de nouvelles frontières de la connaissance, découvrir des alternatives susceptibles de défier l'état actuel et proposer des solutions pour améliorer les conditions de vie des populations africaines.

les femmes engagées dans ce combat dans la production, le contrôle et la dissémination du savoir,

Suggestion pour des domaines de recherche

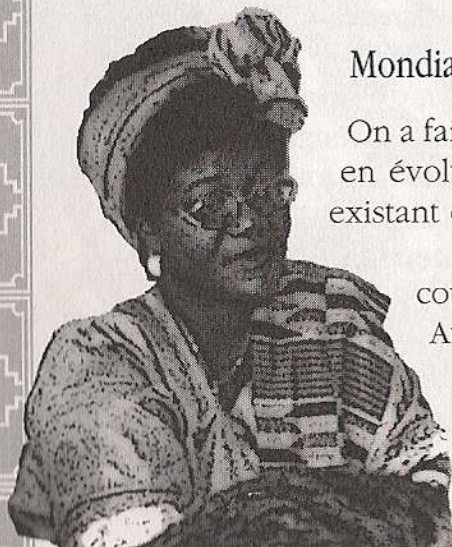
- subventions agricoles, soumission des semences à un brevet, diminution des services;
- privatisation, chômage et diminution des services sociaux;
- manières dont les lignes de conduite du FMI et de la BM sont appliquées dans différents endroits;
- la signification de la souveraineté nationale pour les femmes;
- manières dont la mondialisation joue le jeu du capital international : nous devons constamment poser la question "qui est l'instigateur et quel but poursuit-il ?"

Mobilisation des femmes

Les participantes ont posé des questions cruciales. A quel niveau les femmes doivent-elles se mobiliser – au niveau international ou au niveau de l'état nation ? Au cas où le destinataire serait le gouvernement de l'état nation, quelle place tiendrait la mondialisation en ce qui concerne la stratégie ?

L'opinion générale était que les femmes avaient besoin d'importants réseaux régionaux et internationaux. Si les femmes sont exclues des événements et processus mondiaux elles ne sont pas capables de produire une information stratégique ou d'agir de façon appropriée. Nous avons besoin de communiquer pour développer nos connaissances et partager nos expériences pour pouvoir concevoir des stratégies.

Cette discussion a mené les participantes à souligner l'importance de l'éducation et de la résistance à la mondialisation, d'aborder le phénomène des révolutions techniques, d'éduquer et de conseiller. L'éducation nous permet de développer nos capacités d'organisation et de mieux planifier notre action. Une des participantes a demandé à DAWN d'utiliser l'expérience des femmes pour produire une connaissance critique et développer des stratégies pour diffuser ces connaissances par l'intermédiaire des réseaux.



Mondialisation et néocolonialisme

On a fait remarquer que la mondialisation présente des courants en évolution, et que ce sont les courants du néocolonialisme existant dans le monde aujourd'hui.

Les participantes ont identifié de nombreux exemples de courants néocolonialistes instables dans les pays africains. Au Sénégal, les services de l'eau et de l'électricité étaient sous le contrôle de la France à l'époque du colonialisme, puis ils sont passés sous contrôle sénégalais avant que des sociétés françaises et canadiennes ne reprennent contrôle de ces services. A Zanzibar, les politiques économiques coloniales ont encouragé une dépendance

à l'exportation d'une unique récolte (clous de girofle). La chute du marché des clous de girofle marqua la chute de l'économie du pays. De même, en Afrique Occidentale, un coup terrible a frappé la production du coton quand l'industrie du coton fut intégrée à l'exportation. Burkino Faso a démontré qu'il était possible de résister aux formes mondialisées du contrôle colonial de l'économie. L'état a mené une campagne pour encourager les gens à acheter des tissus fabriqués localement. Cette stratégie a permis aux femmes de redécouvrir la valeur et le pouvoir du coton.

Plus récemment, le néocolonialisme est devenu évident dans les Programmes d'Ajustement Structurel (SAP) qui créent de nouvelles formes de dépendance. En Afrique Occidentale, ces programmes ont fait que le marché a été organisé par les gouvernements et que les syndicats indépendants ont été brisés. Les femmes des marchés sont alors devenues dépendantes du gouvernement. Au Cameroun, l'industrie du café et du cacao a été "stabilisée" et la société de transformation locale a été fermée. Les moyens d'existence des planteurs de café sont maintenant loin d'être stables, et ils ont dû se décider à faire appel aux sociétés multinationales pour obtenir de l'aide. Un autre exemple de diminution de service dûe à SAP est visible dans le domaine de la santé. Au Cameroun les hôpitaux ont été privatisés et les services médicaux arrivent sur le marché.

Les zones de libre échange récemment établies en Palestine représentent aussi une forme de néocolonialisme. Dans ces zones, la Palestine est passée de la colonisation par Israël à la colonisation internationale. Des experts-conseils sont amenés tandis que les professionnels palestiniens restent à l'écart parce qu'ils sont opposés à ces zones. Mais les Palestiniens au chômage vont bien être obligés de chercher du travail dans ces zones où ils ne jouiront d'aucune protection à moins que des stratégies ne soient élaborées pour faire quelque chose à propos de ces zones de libre échange.

Les médias

De nombreuses participantes ont fait remarquer qu'on ne pouvait pas compter sur les médias dominantes, y compris Internet, pour fournir des informations sur la mondialisation étant donné leur parti-pris sélectif en ce qui concerne les

Alors que les participantes soulignaient une permanence des anciennes formes de contrôle néo-colonial, on a pensé qu'il était nécessaire de reconnaître une discontinuité avec le passé et d'identifier les nouvelles dimensions de la mondialisation. La rapidité, l'échelle, la forme, les mécanismes, les forces sociales et la technologie de la mondialisation sont aujourd'hui nouveaux. Un élément important de ce qui est nouveau, est la domination mondiale des Etats-Unis. En Afrique australe, le nouveau visage du monde des affaires est blanc, mâle et afrikaaner. Les participantes soulignent l'importance de reconnaître ces changements si nous voulons concevoir des moyens de répondre et de réagir à cette nouvelle forme de néocolonialisme.

informations sur la mondialisation. Les participantes se sont déclarées d'accord pour soutenir la presse alternative basée sur les mouvements sociaux.

Différentes formes de médias ont été discutées. On a fait observer qu'Internet avait été développé par l'armée américaine, mais avait été réorienté pour devenir un moyen de communication national et international de très grande valeur. Une participante pensait que la radio et les manifestations et protestations populaires étaient des moyens plus efficaces que la presse écrite pour transmettre des messages aux gouvernements. Les femmes peuvent avoir accès à la radio et à la télévision par l'intermédiaire de leurs organisations, qu'il s'agisse d'un club de prêts ou de lecture. D'autres ont souligné l'importance d'organiser les employés des médias.

Politiques nationales et mondialisation

Les participantes pensaient que le FMI et la BM brandissaient la démocratie comme une carotte et que les gouvernements manipulaient la société civile. Une participante a dit qu'au Ghana, comme ailleurs, le gouvernement se jetait sur les prêts pour rester au pouvoir. Le Jubilé 2000 avait obtenu l'autorisation de faire des démonstrations en faveur de l'annulation des dettes, mais l'autorisation a été retirée à la dernière minute. Les leaders politiques ont mis la main sur les zones de libre échange pour avoir quelque chose à montrer.



L'opinion générale était que les gouvernements du Sud avaient besoin de l'aide d'ONG progressistes et de groupes d'opposition pour négocier une nouvelle donne pour les pays du Sud. Certaines participantes nous ont conseillé d'être prudentes dans nos critiques des gouvernements qui ont souvent des choix difficiles à faire. Nous devons plutôt tenter d'encourager les gouvernements à prendre une position favorable aux citoyens, par l'intermédiaire de coalitions internationales telles que DAWN qui ont de bons contacts individuels avec les pays.

Les participantes ont fait remarquer que de nouvelles formes de stratégie politique émergent, influencées par le changement de nature du processus politique, de telle sorte que certains aspects de la politique sont complètement hors de portée du contrôle de l'électorat. Il a été suggéré que les femmes exigent la transparence sur les questions de conditionnalités. Les femmes devraient également demander l'arrêt de l'application des programmes de la BM et du FMI sur le continent.

L'Acte de Croissance et Opportunités Afrique (AGOA)

Une participante a expliqué que l'Acte de Croissance et Opportunités Afrique (AGOA), qui est un acte interne des Etats-Unis, annule complètement le sens de libre échange puisque toutes les aides et tous les échanges avec l'Afrique sont soumis à certaines conditions. L'AGOA permet aussi aux capitalistes africains de réinvestir hors de leur état nation. Il s'en suivra que des pays comme Maurice et l'Afrique du Sud vont devenir des forces de capital invasif. Ce qui montre bien la nécessité de fonder un nouveau parti politique. A Maurice, il a été suggéré de réunir les employés et les usagers d'un secteur particulier, comme par exemple le secteur de la santé.

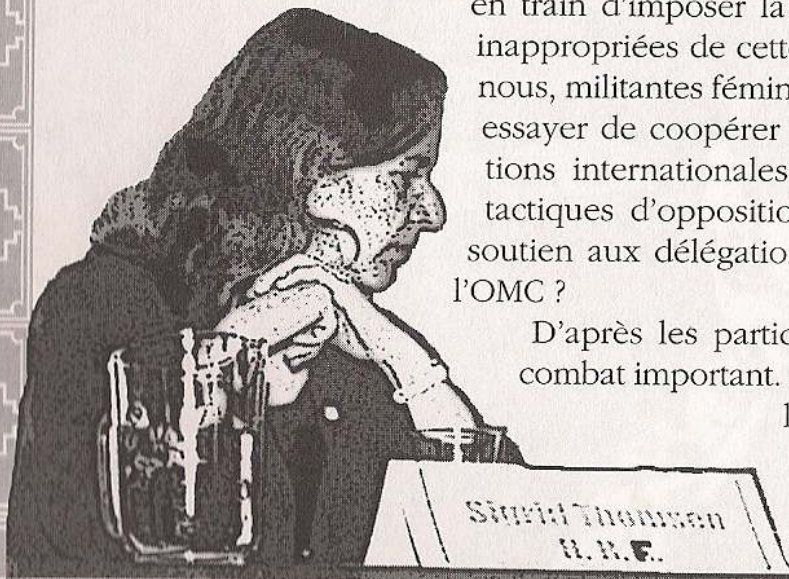
8 Tendances régionales, regard sur l'avenir et conclusion

8.1 Les tendances régionales

Deux groupes se sont partagé la discussion qui a été suivie par une séance de rapport. Les questions soulevées par chacun des groupes ont été combinées du fait que beaucoup se recoupaient.

Dialogue avec le processus institutionnel

Le processus institutionnel a soulevé des questions-clés. Ne sommes-nous pas en train d'imposer la notion de genre aux structures inappropriées de cette ère néocolonialiste ? Comment nous, militantes féministes, savons-nous dans quels cas essayer de coopérer avec l'état nation et les associations internationales, et dans quels cas utiliser des tactiques d'opposition ? Devons-nous donner notre soutien aux délégations gouvernementales auprès de l'OMC ?



D'après les participantes, l'état est un terrain de combat important. La nature institutionnelle de l'état lui permet de faire des changements relativement rapides, par exemple au moyen de la législation. Par contraste, le rythme des changements

culturels est très lent. D'autres ont souligné l'immense valeur de déclarations internationales telles que CEDAW. On a insisté sur le fait que reconnaître leur valeur ne signifiait pas nier l'existence d'un paradoxe dans la notion universelle des droits de l'homme dans un contexte où l'on doit faire face à des différences et en tenir compte.

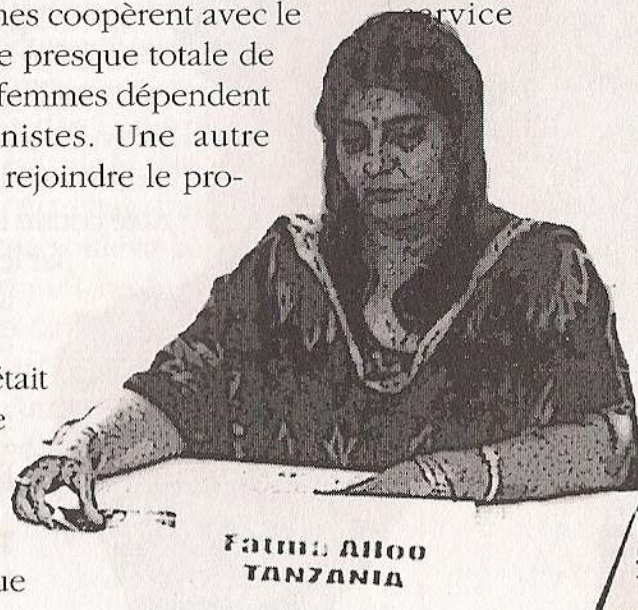
Les participantes s'accordaient généralement sur le fait que le dialogue avec le processus institutionnel devait être mené sur trois fronts. Les stratégies qui consistaient à défier, à réformer l'état et à engager des pourparlers avec lui ne s'excluaient pas les unes les autres. Du fait de la nature fragmentée et contradictoire de l'état, nous devons engager un dialogue avec l'état selon des moyens stratégiques. Dialoguer pourrait bien représenter un pas vers la réforme, mais parfois les réformes ne changent pas l'impact d'initiatives telles que SAP. Les initiatives de réformes pourraient aussi retomber sur nous de manière négative, aussi devons-nous être prudentes sur ce que nous voulons réformer. La notion de réforme implique une certaine influence, donc si nous voulons réformer il faudra engager des pourparlers. Nous devons commencer dans les domaines où nous avons une certaine influence et un certain contrôle.

Tout le monde était d'accord pour que les organisations de femmes donnent leur appui aux délégations du gouvernement auprès des conventions économiques et de droits sociaux telles que CEDAW et la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. On a fait remarquer que de nombreux états africains avaient signé les accords de CEDAW, et que celui-ci représentait un outil important pour les femmes.

Les participantes ont également fait remarquer que ces questions de stratégies ne s'appliquaient pas uniquement aux états nations. Dans certains contextes, comme en Palestine, les femmes essaient d'avoir accès au processus politique sans avoir l'appui d'un état. La Palestine a tenu une élection nationale mais peu de femmes sont entrées en politique, et les organisations féminines essaient de trouver des femmes qui puissent se présenter aux élections municipales. La Palestine a un service du genre dont la tâche est d'introduire le genre dans les autres services. Les organisations de femmes coopèrent avec le service du genre. Dans le contexte d'une absence presque totale de femmes en politique, les mouvements de femmes dépendent de l'action d'hommes aux idées féministes. Une autre possibilité qui s'offre aux femmes est de rejoindre le processus de paix.

Les liens de l'économie et de la politique

Les participantes étaient d'accord qu'il était de première importance de comprendre les liens entre l'économie et la politique. Nous devons éviter de nous en tenir à une définition étroite de la démocratie, et comprendre que la démocratie implique



aussi des droits économiques. Une participante a ajouté que féminisme et démocratie ont chacun un sens spécifique en Afrique à cause de l'extrême étendue de la pauvreté : "A quoi vous sert de voter tous les cinq ans si vous n'avez pas de quoi manger ?"

On a donné un exemple de la façon contradictoire dont l'économie et la politique ont été formalisées en Afrique du Sud. Le gouvernement sud-africain a inclus les droits sociaux et économiques dans la Constitution, et a formulé en même temps une stratégie macro-économique qui ne peut que violer ces droits.

Une participante nous a mises en garde contre la manière dont la BM utilise la notion de capital social. L'idée de la Banque Mondiale d'obtenir confiance et sécurité en termes économiques peut mener à des interventions non-progressistes, ou peut être utilisée pour justifier l'absence d'interventions positives.

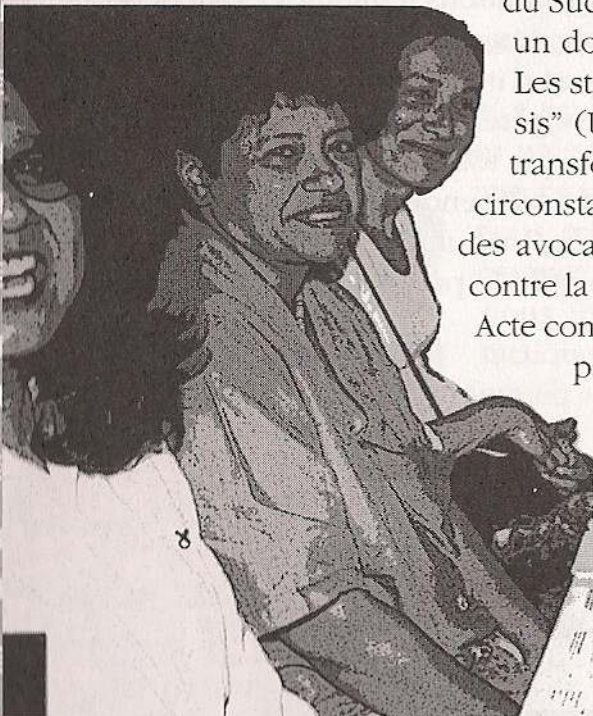
La violence contre les femmes

En général, on était de l'opinion que la violence contre les femmes pourrait être un important sujet de recherches si on le rattachait au processus économique et social. La question de la violence contre les femmes peut très bien être liée à la privatisation de la sécurité et des services sociaux, l'agression de l'état sur les options individuelles d'emploi et de stratégies de vie. Le contexte de gouvernance mondiale serait alors à prendre en considération. On a pris l'exemple d'un état producteur de pétrole au Nigéria, où les revenus dérivés du pétrole n'ont pas été utilisés pour le développement de la région. La pauvreté et les conflits qui ont éclaté ont entraîné l'intervention brutale de l'armée qui protège les Sociétés Transnationales. On a pu voir des cadavres flotter dans les canaux, et des femmes ont été violées en plein jour.

Une participante a expliqué comment, en Afrique du Sud, le mouvement contre la violence est devenu un domaine dynamique de pourparlers avec l'état. Les stratégies des centres d'assistance de "Rape Crisis" (Urgence Viol) se sont développées et se sont transformées au fur et à mesure de l'évolution des circonstances. Avec l'aide des femmes au Parlement, des avocates féministes et des militantes, le mouvement contre la violence a mené à l'élaboration du progressiste Acte contre la Violence Domestique. Les succès obtenus par le mouvement contre la violence démontrent à quel point une stratégie multiple intégrée dans les rouages du genre a pu donner de bons résultats en Afrique du Sud.

Formation du mouvement féministe

Trois questions-clés ont permis de focaliser la discussion. Comment former un cadre



de féministes ? Comment s'assurer que la participation des femmes à la politique créera une différence ? Quels sont les obstacles qui empêchent les femmes d'entrer dans la politique ?

Les obstacles envisagés par les participantes comprennent des facteurs personnels tels que des partenaires au pouvoirs empêchant aux femmes l'accès à la politique, les femmes n'ayant pas les compétences nécessaires pour opérer en position de pouvoir, et l'attitude discourtoise de l'état envers les femmes. Cette question des obstacles à la présence des femmes dans l'arène politique pourrait constituer un thème de recherche.

On a abordé ensuite les difficultés qu'il y avait à soutenir l'existence d'une organisation féminine en pensant particulièrement à la façon d'attirer les jeunes générations. Comment amener les jeunes générations à épouser les valeurs féministes ?

Les participantes ont donné des exemples d'organisations travaillant avec des jeunes dans certains pays d'Afrique. Dans l'ensemble, elles pensaient que les organisations féminines devaient cibler les jeunes filles et utiliser les médias pour mobiliser les jeunes.

Toutes étaient d'accord qu'il fallait s'occuper davantage de l'éducation. Il faudra entreprendre des recherches sur le contenu des programmes de l'éducation, et sur les résultats de la scolarisation. Des détails sur CEDAW et l'histoire de la libération des femmes devraient faire partie des programmes scolaires. Les femmes devraient rédiger des manuels pour que les ministères de l'éducation les intègrent aux programmes. Des recherches s'imposent pour identifier les personnes responsables de l'enseignement et pour savoir quelles idées sont inculquées aux jeunes.

Féminisme, genre et démocratie

La déléguée de Tanzanie, Fatma Allo, a relaté un fait qui s'est produit en 1975 qui lui a donné une leçon en démocratie et sur les droits des femmes.

Vers le milieu des années 1970, la Tanzanie a mené une vaste campagne d'alphabétisation des masses, et il avait été demandé aux étudiants des universités de se rendre dans les usines et dans les fermes dans ce but. A cette époque-là, une jeune étudiante, Fatma, s'étant rendue dans une région rurale, rencontra une femme, un enfant sur le dos, un fardeau sur la tête et une houe à la main qui était accompagnée d'un homme qui marchait tranquillement, les mains vides. Furieuse de ce qu'elle avait vu, Fatma souleva la question le lendemain pendant sa classe d'alphabétisation. "Pourquoi ne lui as-tu pas demandé de t'aider ?" a-t-elle demandé. Réponse de la femme : "Même s'il avait proposé de m'aider, je n'aurais pas accepté. Cette terre m'appartient, cet enfant est à moi et la houe aussi. Dans notre village, si quelqu'un travaille sur une terre il a droit à une partie de cette terre." Voilà une femme qui connaissait ses droits. C'était une leçon de féminisme et de démocratie qui démontrait bien l'importance des cas particuliers.

Emmes africaines, production et diffusion du savoir

Certaines participantes se sont inquiétées du fait que la lutte des femmes africaines n'était pas assez conceptualisée ou documentée. Dans les histoires rapportées par les SAP, les femmes étaient continuellement décrites comme des victimes impuissantes. Il faudra préparer une documentation sur les stratégies innovatrices telles que les systèmes de crédit documentaire renouvelable adoptés par les femmes, et qui leur permettent de faire face à leurs besoins.

Par contraste, certaines pensaient que le problème ne résidait pas tellement dans la production et la diffusion du savoir. En effet, certaines initiatives destinées à documenter la lutte des femmes, telles que le projet "Women writing in Africa", avaient donné des résultats. Ce qui est nécessaire, c'est une synthèse et une diffusion systématique du matériel de façon à ce qu'il soit intégré dans les programmes scolaires.

Hégémonie occidentale, genre et identité

Une participante a fait observer que la perception était que les questions de genre étaient imposées par l'Occident et n'étaient pas appropriées à certaines cultures. On a donné l'exemple des déléguées qui ont fait remarquer, lors de la conférence de Beijing, que les questions de genre s'accordaient mal avec l'Islam. Une autre participante a suggéré qu'une façon d'aborder le problème était de se concentrer sur les injustices existant dans le contexte occidental, comme l'absence de congé maternité aux USA.

D'autres étaient de l'opinion que les Africaines n'étaient pas tenues d'accepter les lois occidentales en bloc. Les femmes africaines devaient cultiver une approche critique concernant ce qui était approprié et positif. Nous ne devons pas permettre aux autres de définir qui nous sommes et qui nous voulons être. Si nous voulons conserver les principes d'une vie communautaire nous avons le droit de demander

à l'état de nous donner son appui.

Il a été suggéré qu'une manière d'aborder la combinaison paradoxale des droits de l'homme conçus comme étant universels, et les spécificités des contextes africains, serait de revenir à la dialectique. On pourrait aussi retourner aux principes fondamentaux et reconsidérer des questions comme la nature humaine. Le philosophe Chomsky, par



exemple, croit en la moralité innée de la nature humaine. Mais, d'après une autre participante, cela n'empêchait pas que le problème des spécificités subsistait.

Il nous a aussi été suggéré d'entreprendre des recherches sur les pratiques culturelles africaines qui habilent les femmes, dans le contexte de l'état et de la violence contre les femmes. Ces recherches devraient avoir pour objet, non seulement la violence des hommes contre les femmes, mais aussi la violence des femmes contre les femmes. Et cela devrait comprendre les systèmes de soutien des femmes et l'institutionnalisation de la violence contre les femmes. Les femmes qui meurent en couches parce que l'état n'a pas l'argent nécessaire à leur hospitalisation sont victimes de la violence institutionnalisée. Ce type de recherches devrait tenir compte de la spécificité des contextes africains sans perdre de vue l'aspect général de la question.

8.2 Regard sur l'avenir

La discussion en session plénière a posé la question de savoir comment conserver son dynamisme au militantisme féministe. Les participantes ont cité plusieurs exemples de programmes de formation pour militantes féministes, et ont fait des suggestions sur la manière d'aller de l'avant.

La discussion a été provoquée par la question de savoir comment raviver chez les jeunes femmes le désir d'acquérir les outils politiques nécessaires au militantisme féministe.

Les participantes s'accordaient sur le fait qu'il était difficile de faire des cours sur le genre et les femmes dans le contexte des universités. Dans les universités sud-africaines, de nombreux étudiants semblaient être apolitiques ou hostiles aux questions de genre. Peu d'étudiants de troisième cycle choisissent l'option genre offerte au programme. A l'Université de Dakar, au Sénégal, il a été impossible d'ouvrir un centre d'études sur les femmes. Au Nigéria, bien que les études sur les femmes remontent aux années 1980, ces cours dépendent du volontariat et ne sont pas dispensés en l'absence des personnes-clés.

D'autres ont parlé d'initiatives créées au niveau tertiaire qui ont réussi à influencer les jeunes femmes. Au Nigéria, des cours universitaires ont incorporé avec succès un programme sur l'habilitation individuelle, et, en 1996, un réseau en faveur d'études sur les femmes avait fourni un soutien mutuel aux étudiants et aux enseignants de ces programmes.

En dehors du domaine universitaire, plusieurs autres initiatives ont été menées avec succès, parmi lesquelles : à Maurice, des écoles de cadres féminines rattachées à des partis politiques; des centres de formation pour jeunes femmes liés à des organisations politiques et à des ONG, tels que WILDAF en Tanzanie; en Palestine, des jeunes hommes et femmes des universités ont transféré l'enseignement du genre en dehors des salles de classe pour établir des comités d'étudiants qui discutent des questions du genre; le programme de formation pour les jeunes AAWORD d'Arusha qui a touché beaucoup de jeunes femmes.

Les participantes ont échangé des idées sur la façon d'éveiller une conscience féministe chez les étudiantes et les militantes. Elles pensaient qu'il était

important de comprendre comment les jeunes voyaient l'avenir, et d'identifier le degré d'aliénation des jeunes dans le vide laissé par le déclin des mouvements de gauche et la mondialisation des théories et pratiques néo-libérales. Ce vide a été rempli par les forces réactionnaires de la droite qui exhortent les jeunes à une mobilisation réactionnaire. Plutôt que concentrer nos efforts sur l'édification d'un mouvement féministe, nous devrions penser à créer une conscience féministe qui s'oppose à la culture mondiale de consommation.

Il a également été suggéré qu'il faudrait étudier des stratégies susceptibles d'être utilisées par les femmes pour établir des liens horizontaux avec des mouvements comme les groupements syndicalistes. Le mouvement féministe n'a pas encore abordé les questions de chômage et mondialisation qui constitueraient d'importants points de contact avec les mouvements syndicalistes.

Comment rejoindre le réseau DAWN

Vivienne Taylor a expliqué que DAWN constituait un réseau dans la mesure où il proposait une analyse critique féministe. L'aspect important de ce processus est l'analyse qui mène à l'établissement d'un programme de plaidoyer par la diffusion d'une information sur des questions spécifiques. Dawn est en relation à travers le monde avec des organisations dont les buts et objectifs sont similaires. Ses comités de pilotage sont composés des membres fondateurs de l'organisation. Pour le bénéfice de ses chercheurs DAWN fait appel à l'engagement intellectuel de ses militantes dans tout le Sud. DAWN s'engage à diffuser l'information mais il appartient aux militantes de faire entrer en contact les forces de DAWN avec d'autres organisations féministes. Les organisations intéressées qui partagent les mêmes opinions peuvent être inscrites sur les listes d'adresses.

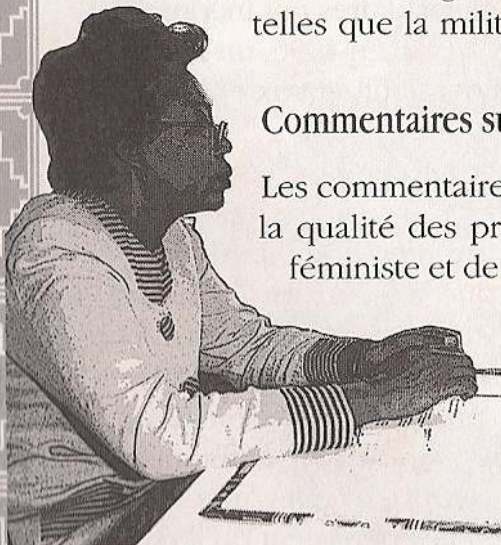
Les participantes ont avancé plusieurs suggestions pour établir des liens, à la suite de l'atelier régional Afrique :

Il faudra dresser :

- une liste d'adresses e-mail DAWN Afrique
- une liste d'adresses e-mail RP&TS;
- DAWN devra organiser des sous-groupes d'étude sur les questions RP&TS, telles que la militarisation et les nouvelles structures de classes.

Commentaires sur les présentations et sur la réunion

Les commentaires de Vivienne Taylor et de Claire Slatter ont porté sur la qualité des présentations, qui témoignent d'une riche dynamique féministe et de la force du contexte régional/continental, démontrée également lors des séances d'atelier. Nous avons besoin de nouvelles formes et de nouveaux processus politiques. Nous ne devons pas essayer d'agir par l'intermédiaire des structures en place car elles comportent des limites. Les participantes ont réaffirmé leurs désirs de voir des systèmes alternatifs établis



pour l'habilitation des femmes, alternatives qui présenteront une défense contre les systèmes que nous critiquons.

8.3 Conclusion

Vivienne Taylor, Coordinatrice DAWN RP&TS


Participant^{es} d'un processus politique, nous sommes convaincues de pouvoir fournir une analyse qui identifie à la fois "les expériences vécues par les femmes dans l'arène politique et sociale", et de pouvoir traduire ces expériences en une analyse qui aide à comprendre le contexte macro-économique.

Nous devons trouver des moyens stratégiques pour promouvoir une perspective féministe sur le processus et la nature de la restructuration politique et de la transformation sociale, sur le plan mondial, mais particulièrement dans nos contextes nationaux et régionaux. Au centre de ce débat, il convient d'insister sur les liens qui existent entre les résultats de nos recherches et le rapport des engagements pris par les gouvernements nationaux à Copenhague en 1995 (WSSD).

Nous voulons contribuer au développement d'un cadre critique susceptible d'être utilisé pour contrôler les processus de gouvernance, la promotion d'un débat continu et l'impact de ces processus sur les relations du genre.

DAWN va mettre au point un document de discussion qui sortira lors de la Revue Quinquennale du Sommet Mondial sur le Développement Social de





Genève, et un livre qui sera publié fin 2000. Le document 'information comprendra toutes les perspectives régionales présentées dans un cadre mondial. En outre, nous avons l'intention, au moyen de ce document de discussion de promouvoir une analyse très différente de celle proposée par les débats du courant dominant sur les questions de développement et de gouvernance. Nous ne voulons pas nous borner à proposer une alternative, nous voulons aussi souligner les contradictions du système en place, et l'hypocrisie existant à tous les niveaux des institutions gouvernementales. Ce faisant, nous voulons présenter, sur le plan mondial, des options que les féministes peuvent commencer à étudier plus à fond et sur plusieurs fronts.

Nous sommes conscientes de l'instabilité du terrain, mais alors que nous nous engageons dans ce processus, nous devons nous assurer que les objectifs de notre combat collectif ne s'égarent ni ne s'affaiblissent. L'état n'est pas une structure monolithique, et les systèmes de gouvernance peuvent être changés de telle sorte que nos rêves de libération personnelle et de libération nationale et internationale puissent se réaliser.

RÉUNION DE RECHERCHE AFRIQUE DAWN : RESTRUCTURATION POLITIQUE ET TRANSFORMATION SOCIALE
Cape Town 29-30 novembre 1999 Coordonnées des Participantes

NOM, PRÉNOM	ADRESSE DE L'INSTITUTION	TÉLÉPHONE/FAX	E-MAIL
1 - Al Labadi, Fadwa	Women's Studies Institute, Birzeit University, PO Box 14 - Birzeit, PALESTINE	Ph: 972-2-2982959 (ext 2561) fx: 972-2-2982958	labadi@ws.birzeit.edu
2 - Alloo, Fatma	NGORC, VUGA, PO Box 4128, ZANZIBAR, TANZANIA	Ph: 255-54-230696/237418 Fx: 255-54-230696	Ngorc@twiga.com (New email address: faloo@zitec.org)
3 - Assie-Lumumba, N'Dri Therese	Cornell University, Africana Studies & Research Center, 310 Triphammer Road, Ithaca, New York, 14850-2599 USA	Ph: 607-255-7839 Fx: 607-255-0784	Na12@cornell.edu
4 - Collen Seegobin, Lindsey	LALIT, 153 Main Road, Grand River, North West Port Louis, MAURITIUS	Ph: 230-4520148 Fx: 230-4520148	Bambu@intnet.mu
5 - Diaw, Aminata	Dept of Philosophie, Faculte des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheick, Anta Diop, Route de la Corniche, Dakar SENEGAL	Ph: 221-825 7035 Fx: 221-825 7035	Amidiaw@syfed. refer.sn
6 - Hassim, Shireen	Dpt Political Studies, University of the Witwatersrand, PO Box 2050, Johannesburg, SOUTH AFICA	Ph: 011-716 2776 Fx: 011-4037482	064shi@muse.wits.ac.za
7 - Hesse, Afua	Multidisciplinary African Women's Health Network (MAWHN), PO Box KB 263, Korle-Bu, Accra, GHANA	Ph: 233-21-237533 Fx: 233-21-237534	Mawhn@africaonline.Com.gh
8 - Madunagu, Bene	GPI No 44, Ekpo Abasi Street, Clabar, CRS NIGERIA	Ph: 234-87-230 929 Fx: 234-87-236 298	Gpi@fordwa.linkserv.org
9 - Mager, Anne	Dpt History, University Cape Town, Private Bag Rondebosch, 7701, SOUTH AFRICA	Ph: 27-21-650 2745 Fx: 27-21-689 7581	Mager@beattie.uct.ac.za

10 - Mama, Amina	African Gender Institute, All Africa House, University Cape Town, Private Bag, Rondebosch, 7701, SOUTH AFRICA	Ph: 27-21-650 4207 Fx: 27-21-685 2142	Amama@humanities.uct.ac.za
11 - Meintjes, Sheila	Dpt Political Sciences, University of the Witwatersr, Johannesburg, SOUTH AFRICA	Ph: 27-11-716 3339 Fx: 27-11-403 7482	064smm@muse.wits.ac.za
12 - Pereira, Charmaine	Centre for Research & Documentation, 29A, Sokoto Road, Kano, NIGERIA	Ph: 234-64-668443 Fx: 234-64-644391	Ceps@kano.rcl.nig.com New email address: cpereira@cyberlink.net.ng
13 - Priso, Dina Nfon	Centre Medical du Bouquet Nouvelle, Route Cite-Sic, BP 7315, Douala Bassa, CAMEROON	Ph: 237-403 118 Fx: 237-379 443/403 118	Dinanfon@hotmail.com
14 - Slatter, Claire	DAWN, University South Pacific, PO Box 1168, Suva, Fiji Islands	Ph: 27-21-679-314770 Fx: 27-21-679-314770	Dawn@is.com.fj Slatter_c@usp.ac.fj
15 - Skinner, Caroline	Women in Informal Globalising & Organising (WIEGO), ISDS, University of Natal, Durban, 4041 SOUTH AFRICA	Ph: 27-31-260 1115 Fx: 27-31-260 2359	Skinnerc1@mtb.und.ac.za
16 - Sow, Fatou	Institut Fondamental d'Afrique Noire, Route de la Corniche, Dakar-Farm/ PO Box 206, Dakar SENEGAL	Ph: 221-825 0090/8200355 Fx: 221-825 6533	Fatousow@hotmail.com Fatousow@telecomplus.sn
17 - Taylor, Vivienne	SADEP, School Social Development, Leslie Social Sciences Bld, University Cape Town, Private Bag, Rondebosch, 7701 SOUTH AFRICA	Ph: 27-21-650 4221 Fx: 27-21-650 4221	Vtaylor@humanities.uct.ac.za Taylor94@hotmail.com
18 - Thomsen, Sigrid	Heinrich Boll Foundation, 4th Floor, Heerengracht Building 87, De Korte Street/ PO Box 30892 Braamfontein, 2017, Johannesburg, SOUTH AFRICA	Ph: 27-11-403 0186 Fx: 27-11-403 0187	Hbssa@sn.apc.org
19- Andrews, Donna	Alternative Information Development Centre, 17 John Street, Mowbray, 7700, SOUTH AFRICA	Ph: 27-21-685 1565 Fax:27-21-85 1445	Donna@aidc.org.za
20- Seedat, Fatma	Commission for Gender Equality, 7th Floor, ABSA Building, 132 Adderley Street, Cape Town, 8000, SOUTH AFRICA	Ph:27-21-426 4080 Fax: 27-21-424 0549	

